# Croquis du lieu historique national de la Maison-Riel à Winnipeg.

# Contribuer à la définition des normes applicables aux édifices fédéraux du patrimoine: Un processus itératif et inclusive

**Date:** 30 octobre 2023

**Tous droits réservés:** © Design For All inc. 2023

**Information:** Design For All en partenariat avec ERA Architects inc. Financé par Normes d'accessibilité Canada - Avancement de la recherche sur les normes d’accessibilité

## Table des matières

[Table des matières 2](#_Toc149134861)

[Dévouement 3](#_Toc149134862)

[Reconnaissance territoriale 3](#_Toc149134863)

[Partenaires et collaborateurs 3](#_Toc149134864)

[Définitions 8](#_Toc149134865)

[Introduction 11](#_Toc149134866)

[Réalité actuelle de l’accessibilité des sites patrimoniaux fédéraux 13](#_Toc149134867)

[Processus itératif (modèle itératif de prise de décision inclusive) 23](#_Toc149134868)

[Éclairer la définition des normes applicables aux édifices fédéraux du patrimoine : 42](#_Toc149134869)

[Le modèle de contribution aux normes d’accessibilité telles qu’elles s’appliquent aux édifices fédéraux du patrimoine 53](#_Toc149134870)

[Modèle itératif de prise de décision inclusive (MIPDI) pour les édifices fédéraux du patrimoine 57](#_Toc149134871)

[Modèle itératif de prise de décision inclusive (MIPDI) en images 64](#_Toc149134872)

[Recommandations à l’appui du MIPDI 71](#_Toc149134873)

[Annexe A : Analyse – Code national de l’énergie pour les bâtiments et Code national de prévention des incendies 82](#_Toc149134874)

[Bibliographie 87](#_Toc149134875)

## Dévouement

Le présent rapport de recherche est dédié à la mémoire de notre ami et grand défenseur des droits des personnes handicapées, John Rae. La passion de John pour les questions touchant les personnes handicapées et son grand intérêt pour les sites patrimoniaux ont fait naître le désir de veiller à ce que tout le monde puisse découvrir l’histoire canadienne en toute autonomie. C’est lui qui a inspiré la création de ce projet.

Remarque : nous avons simplifié la mise en page du présent rapport pour le rendre facile à lire pour le plus grand nombre de personnes possible.

## Reconnaissance territoriale

Design For All inc. est une firme de consultation en conception accessible de Winnipeg. Nous reconnaissons que nous sommes situés sur le territoire visé par le Traité no 1, le territoire traditionnel des Anishinaabe, des Cris, des Oji-Cris, des Dakota et des Dénés et le berceau de la Nation métisse. Nous reconnaissons que l’eau de Winnipeg provient de la Première Nation Shoal Lake 40, située sur le territoire visé par le Traité no 3. Nous respectons ces traités et les divers traités conclus ailleurs au Canada.

## Partenaires et collaborateurs

### Design For All inc.

Judy Redmond et Brian Everton – Design For All inc.

Firme de consultation en conception, Design For All inc. se spécialise dans les domaines de l’accessibilité, de la conception universelle et de la conception durable. Elle a été fondée en 2004 par Brian Everton, un architecte d’intérieur professionnel qui a aussi étudié le design industriel et l’administration des affaires. Depuis plus de 25 ans, M. Everton se spécialise dans la conception fonctionnelle des produits et de l’environnement en tenant compte des questions de handicap, de vieillissement et de conception universelle.   
  
En 2021, Judy Redmond, BA MSc, spécialiste des questions de handicap et d’accessibilité et de la mise en œuvre des politiques et de la législation relatives à l’accessibilité, s’est jointe à la firme. Mme Redmond a travaillé dans le domaine de la conception inclusive au sein du gouvernement pendant 22 ans. En plus de son expérience pratique, elle détient une maîtrise en sciences, accessibilité et conception inclusive, obtenue avec distinction. Le processus de participation communautaire et la conception inclusive sont au cœur de l’approche qu’elle a adoptée dans son travail au sein de l’entreprise.

Judy et Brian ont tous deux une grande expérience dans la définition et la rédaction de normes et de lignes directrices relatives aux questions d’accessibilité.

Design For All inc. est honorée d’avoir eu l’occasion de réaliser ce projet de recherche en s’appuyant sur ses nombreuses années d’expertise en matière d’accessibilité dans l’environnement bâti. Ce fut aussi un privilège de travailler en collaboration avec une équipe multidisciplinaire pour explorer les complexités de l’accessibilité dans les bâtiments patrimoniaux.

En fin de compte, notre équipe de projet s’est efforcée de trouver une voie équilibrée qui respecte les normes dictées par la Loi canadienne sur l’accessibilité, et ce, en tenant compte de la complexité des normes et des lignes directrices actuelles en matière de conservation du patrimoine, dans une perspective d’avenir.

Le fait de travailler en collaboration inclusive avec des personnes handicapées, des experts en patrimoine et en conservation, des consultants en accessibilité, des autorités responsables du bâtiment et des concepteurs de normes a contribué à l’approche itérative du projet. Nous avons utilisé les itérations d’un processus mis au point afin de trouver l’équilibre entre, d’une part, la complexité des différentes couches d’exigences à respecter en matière de conservation des bâtiments historiques et, d’autre part, les droits des personnes qui accèdent à ces installations.

### ERA Architects inc.

Michael McClelland, Douglas de Gannes et Katie Lee – ERA Architecture inc.

ERA Architects inc. a joué un rôle fondamental dans ce projet et dans l’élaboration du modèle itératif de prise de décision inclusive (MIPDI) présenté dans le présent rapport.   
  
ERA Architects est une firme spécialisée dans l’architecture patrimoniale et la préservation du patrimoine, y compris dans l’intégration de l’accessibilité à l’architecture patrimoniale. Elle possède de l’expérience tant au niveau national qu’international. Son expertise et son expérience sont fondamentales pour le projet, tout comme notre expérience et notre expertise en matière d’accessibilité.

Selon ce qu’on peut lire sur le site Web de la firme : « Notre préoccupation première est de réconcilier le patrimoine aux considérations plus vastes d’urbanisme et de design, ainsi qu’à l’ensemble des valeurs sociales et culturelles qui influent sur notre travail. » Nos valeurs fondamentales consistent à nourrir l’intégrité professionnelle et l’expertise par la recherche, l’éducation et le mentorat.

À cette fin, ERA travaille souvent en collaboration avec d’autres cabinets pour entreprendre des projets d’urbanisme, de conservation de l’architecture patrimoniale et d’amélioration de l’environnement bâti... En affaires depuis 1990, ERA Architects inc. compte plus de 85 employés travaillant à partir de Toronto, Montréal et Ottawa. Les architectes fondateurs d’ERA sont membres de l’Ordre des architectes de l’Ontario et de l’Association canadienne d’experts-conseils en patrimoine (ACECP), en plus d’être membres de l’Institut royal d’architecture du Canada.

Nous sommes convaincus que cette firme apporte au projet une vaste expérience fort précieuse et une approche rationnelle en matière d’environnement bâti des sites patrimoniaux, acquises tant au Canada qu’à l’étranger. Sa contribution au travail exposé dans le présent rapport est inestimable.

### Collaborateurs

* April D’Aubin – Conseil des Canadiens avec déficiences
* Karoline Boudreau – Conseil des Canadiens avec déficiences
* Wins Bridgman – Directeur, Bridgman Collaborative Architecture
* Elliot Dewhirst – Conseil des Canadiens avec déficiences
* Nancy Hansen – Directrice, Programme de maîtrise interdisciplinaire en études sur le handicap, Université du Manitoba
* Tammy Harper – Harper Training Consultants
* Isha Khan – Musée canadien pour les droits de la personne
* Sarah Manteffel – Étudiante, assistante de recherche
* Tracy Odell – Conseil des Canadiens avec déficiences
* Hala Omar – Conseil des Canadiens avec déficiences
* Noah Papatsie – Conseil des Canadiens avec déficiences
* Kay Penn – Association canadienne de normalisation
* Yvonne Peters – Conseil des Canadiens avec déficiences
* Nancy Reid – Conseil des Canadiens avec déficiences
* Rina Ricci – Planificatrice/architecte en conservation du patrimoine, Ville de Winnipeg
* Camille Savoie – Conseil des Canadiens avec déficiences
* Jenel Shaw – Conseil des Canadiens avec déficiences
* Zachary Weeks – Conseil des Canadiens avec déficiences
* Ian Young – Conseil des Canadiens avec déficiences
* Mary Ennis – Conseil des Canadiens avec déficiences
* Stephanie Singh – Association canadienne de normalisation
* Rachelle Snelgrove – Étudiante, assistante de recherche
* Lisa Snider – Access Changes Everything
* Philip Strong – Conseil des Canadiens avec déficiences
* Heather Walkus – Conseil des Canadiens avec déficiences
* Interior Designers Canada
* Freynet-Gagné Traduction

### Autres voix consultées

* Ville de Winnipeg – Comité des bâtiments et des ressources historiques
* Murray Peterson – Ville de Winnipeg – Agent du patrimoine
* Sandrine Thibault – DGSIP, Services publics et Approvisionnement Canada
* Diverses autorités municipales canadiennes chargées de l’administration des immeubles

## Définitions

Aux fins du présent rapport, les termes et définitions suivants s’appliquent :

**Accessible :** « S’applique à un lieu, à un bâtiment ou à d’autres installations possédant les caractéristiques nécessaires pour qu’il soit possible pour des personnes d’y entrer, d’en sortir et de les utiliser, y compris celles qui ont une déficience physique, sensorielle ou cognitive. » (CSA B651-2023)

Énoncé d’accessibilité : la divulgation des obstacles qui peuvent empêcher une personne (visiteur, membre du personnel ou bénévole) d’occuper librement un bâtiment patrimonial désigné ou une partie de celui-ci et qui serait un espace occupé couramment, ou de participer à son utilisation.

Solution de rechange en matière d’accessibilité (solution d’effet équivalent) : totalité ou partie de la conception d’un bâtiment qui se révèle conforme à l’intention des codes et des normes applicables, mais qui diffère complètement ou partiellement des solutions acceptables ou des exigences normatives des codes ou des normes acceptés. Dans le présent rapport, l’utilisation du terme « solution de rechange en matière d’acceptabilité » concerne expressément les exigences prescrites en matière de solutions ou de caractéristiques d’accessibilité.

**Éléments caractéristiques :** « Matériaux, formes, emplacement, configurations spatiales, usages et connotations ou significations culturelles qui contribuent à la valeur d’un lieu patrimonial et qu’il faut protéger pour sauvegarder cette valeur patrimoniale. » (Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada, 2010)

**Conservation :** « Ensemble des actions ou processus qui visent à sauvegarder les éléments caractéristiques d’une ressource culturelle afin d’en préserver la valeur patrimoniale et d’en prolonger la vie physique. Il peut s’agir de “préservation”, de “réhabilitation”, de “restauration” ou d’une combinaison de ces approches de conservation. » (Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada, 2010)

Gardiens : l’utilisation de ce terme est tirée du Manuel de référence du Bureau d’examen des édifices fédéraux du patrimoine (2009) et renvoie aux agences ou ministères du gouvernement du Canada qui sont responsables de gérer les biens immobiliers dont ils ont la garde, en particulier les édifices patrimoniaux désignés qu’ils administrent.

**Valeur patrimoniale :** « Importance ou signification esthétique, historique, scientifique, culturelle, sociale ou spirituelle pour les générations passées, actuelles ou futures. La valeur patrimoniale d’un lieu repose sur ses éléments caractéristiques tels que les matériaux, la forme, l’emplacement, les configurations spatiales, les usages, ainsi que les connotations et les significations culturelles. » (Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada, 2010)

Permis d’entretien et de protection**:** renvoie à un permis concernant un édifice fédéral du patrimoine désigné qui, de l’avis d’un comité d’examen, présente des obstacles qui ne peuvent absolument pas être surmontés, parce qu’il n’existe aucune possibilité technique réaliste d’exécuter les modifications nécessaires pour assurer l’accessibilité et l’inclusion.

Évaluation post-occupation (ÉPO) : généralement définie comme l’examen de la capacité d’un environnement bâti à permettre l’interaction avec les utilisateurs et leur occupation des lieux (Preiser, W. F. et coll., 1988/2015) et (Corry, S., 2001). Dans ce cas-ci, l’examen portait sur l’occupation d’un édifice fédéral du patrimoine désigné par le plus grand nombre possible d’utilisateurs, y compris les visiteurs, le personnel et les bénévoles, et leur interaction avec cet édifice.

Comité d’examen : renvoie à un comité d’experts, sous les auspices du Bureau d’examen des édifices fédéraux du patrimoine (BEÉFP) et mis sur pied de concert avec Normes d’accessibilité Canada (NAC).

Un comité d’examen doit comprendre, entre autres, des consultants qualifiés en matière d’accessibilité, des personnes ayant une expérience vécue, des représentants du gouvernement, les autorités compétentes, des consultants en patrimoine, des architectes, des designers d’intérieur professionnels, des directeurs des travaux ou gestionnaires de projet et des ingénieurs. Il faut veiller à ce que la composition du comité soit équilibrée et réunir à la fois des experts qualifiés en matière d’accessibilité, des personnes ayant une expérience vécue, et les professionnels de la conception nécessaires.

Permis d’exemption temporaire : engagement selon lequel, en tant que gardiens d’un édifice fédéral du patrimoine désigné, l’agence ou les responsables de la direction désignés continueront à rechercher une solution pour contrer un obstacle, avec l’intention de s’y pencher de nouveau dans un délai donné. Cela se limite aux situations où les modifications proposées ou la construction achevée ne pourront respecter la norme de référence (p. ex., CSA B651 (2023)) en raison de problèmes de conception ou de conformité technique, et où il n’est pas possible de proposer une solution de rechange en matière d’accessibilité ou de la faire approuver par le comité d’examen.

## Introduction

### Édifices fédéraux du patrimoine et accessibilité : la grande difficulté

Le gouvernement du Canada a invité les candidats retenus à effectuer des recherches afin d’éclairer le travail d’élaboration d’un ensemble de normes d’accessibilité pouvant être appliquées à la rénovation d’édifices patrimoniaux afin de les rendre accessibles à tous. Ce projet présentait à la fois des défis à relever et des occasions à saisir.   
  
Les principales normes reconnues actuellement pour la conception, la construction ou la modification des édifices réglementés par le gouvernement du Canada sont le Code national du bâtiment du Canada (2020) et la norme B651-23 de l’Association canadienne de normalisation, intitulée Conception accessible pour l’environnement bâti (2023). Outre ces deux normes, Normes d’accessibilité Canada a élaboré des projets de normes et de lignes directrices pour l’environnement bâti qui en sont toujours à l’étape de l’examen.

Deux autres codes s’ajoutent au Code national du bâtiment du Canada : le Code national de prévention des incendies du Canada (2020) et le Code national de l’énergie pour les bâtiments (2020). Dans le cadre de la recherche initiale, on a examiné ces deux codes pour déterminer s’ils présentaient des conflits avec les exigences d’accessibilité fondées sur les codes et applicables aux édifices patrimoniaux. L’analyse a montré qu’il n’y avait pas d’exigences conflictuelles importantes susceptibles de nuire à l’accessibilité des bâtiments patrimoniaux. (Vous trouverez de plus amples renseignements à ce sujet à l’Annexe A.)

Lors de la phase d’analyse documentaire du projet, on a constaté que d’autres autorités internationales qui réglementent expressément l’accessibilité des bâtiments patrimoniaux appliquent les mêmes paramètres d’accessibilité de base (mesures, quantités, éléments, accessoires, etc.), quel que soit l’âge des bâtiments ou leur désignation d’édifice patrimonial.

Au cours de nos discussions avec l’équipe d’experts-conseils de tout le Canada, et en nous appuyant sur l’analyse documentaire entreprise, nous avons conclu qu’il n’était pas nécessaire de modifier les normes et les exigences des codes concernant les paramètres (mesures, quantités, éléments, accessoires, etc.), sauf en ce qui a trait à leur examen régulier et au processus de mise à jour. Les exigences des normes et des codes qui concernent la conception fonctionnelle et qui sont utilisées pour l’ensemble des édifices fédéraux devraient être maintenues.

Lors des mises à jour cycliques des normes et des codes, il est possible qu’on doive apporter certains ajouts aux normes existantes, notamment pour faciliter l’élimination des obstacles. Toutefois, ces exigences ne varient pas en fonction de l’âge du bâtiment. Les dimensions, ou paramètres, et les données anthropométriques ont déjà été étudiées et établies au moment de définir les exigences à respecter pour améliorer l’accessibilité des édifices. La taille des fauteuils roulants, la façon dont les personnes qui s’aident d’une canne ou d’un animal se déplacent et la façon dont les personnes sourdes comprennent le monde qui les entoure ne changent pas d’un édifice à l’autre.

Les édifices patrimoniaux sont uniques en leur genre et il peut être difficile, voire impossible sur le plan technique, d’appliquer les exigences et les paramètres prescrits par les normes et les codes applicables. Souvent, il faut trouver des solutions ponctuelles, ou encore, renoncer à faire les adaptations requises pour assurer l’accessibilité. Lors de discussions avec diverses autorités municipales canadiennes compétentes, on a appris qu’il y avait une tendance à confier aux comités du patrimoine locaux les décisions relatives à la conformité dans les situations où l’application des exigences de conception pourrait nuire aux éléments patrimoniaux du bâtiment.   
  
Souvent, l’histoire à préserver ne concerne pas l’édifice et les éléments architecturaux eux-mêmes. Il y a des histoires à préserver et à raconter qui ne sont pas quantifiables, mais qui doivent être prises en compte dans l’interprétation des normes à appliquer aux édifices patrimoniaux. Il faut faire preuve de créativité quand on fait des aménagements pour assurer l’accessibilité : il s’agit d’appliquer les normes existantes tout en cherchant des solutions de rechange, et ce, au moyen d’un processus de réflexion collaboratif et inclusif.

## Réalité actuelle de l’accessibilité des sites patrimoniaux fédéraux

On trouve au Canada de très nombreux sites patrimoniaux. Le Répertoire canadien des lieux patrimoniaux est une ressource dans laquelle on tente de répertorier tous les lieux reconnus pour leur valeur patrimoniale dans l’ensemble du Canada. Il contient de l’information sur les lieux, les personnes et les choses d’importance pour l’histoire du Canada : quartiers, édifices, événements, gares, phares et les personnes qui présentent une valeur ou un intérêt historique.

Sur les 3 600 désignations, seules 1 900 s’appliquent à des édifices. Il existe d’autres édifices patrimoniaux inscrits par les provinces ou les municipalités et identifiés pour leur intérêt historique, mais qui ne sont pas nécessairement désignés comme des édifices fédéraux du patrimoine.  
  
L’équipe de projet s’est réunie à plusieurs reprises pour discuter des normes et codes dont il faut tenir compte dans les décisions concernant les mesures à prendre pour adapter les édifices fédéraux du patrimoine afin de les stabiliser et de les préserver pour la population. Ces discussions nous ont permis de déterminer la situation actuelle dans le contexte canadien.

Tout d’abord, les édifices désignés édifices fédéraux du patrimoine sont enregistrés dans diverses zones géographiques du Canada qui présentent des caractéristiques variées. Ils peuvent se trouver dans des zones urbaines faciles d’accès, mais aussi dans des régions reculées du Grand Nord. Leur utilisation et leur typologie vont de la résidence d’habitation à l’immeuble de bureaux, en passant par le musée et bien d’autres choses encore. Leur âge et leurs caractéristiques architecturales peuvent déterminer leur importance dans l’histoire tout autant que le récit et les personnes qu’ils représentent. Tous ces facteurs sont pris en compte lorsqu’il s’agit de déterminer les caractéristiques d’un édifice historique à préserver.

Le Bureau d’examen des édifices fédéraux du patrimoine (BEEFP) de Parcs Canada a pour mandat de protéger et de préserver le patrimoine naturel et culturel du Canada. Depuis 2003, le principal document de Parcs Canada qui sert à orienter et à évaluer la conservation des sites patrimoniaux culturels désignés est le document Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada (connu sous le nom de Normes et lignes directrices). Le document a été révisé en 2010.

Comme l’a expliqué Douglas de Gannes et comme nous en avons discuté au sein du groupe de travail du projet, le choix du traitement de conservation est une étape cruciale. Le terme général qui désigne la protection des lieux historiques au Canada est « conservation ». La conservation implique une ou plusieurs mesures ou procédés de préservation, de réhabilitation et de restauration. Toutes les mesures et tous les procédés doivent viser à protéger les éléments caractéristiques d’un lieu – la raison pour laquelle il est considéré comme historique – afin de conserver sa valeur patrimoniale et de prolonger sa vie physique. C’est ce que Parcs Canada considère comme de la conservation.

La préservation, la réhabilitation et la restauration sont aussi appelées « traitements de conservation » (Normes et lignes directrices, 2010). La préservation consiste à protéger, entretenir et stabiliser les matériaux d’un édifice et l’intégrité d’un lieu historique, tout en protégeant leur valeur patrimoniale. Cela peut inclure les caractéristiques individuelles de l’édifice.

Parfois, les travaux n’impliquent que peu de modifications, voire aucune. Il peut s’agir de simplement stopper la détérioration, ce que l’on appelle la « stabilisation » (Normes et lignes directrices, 2010). La réhabilitation implique d’agir avec discernement pour adapter un lieu historique ou une de ses composantes en vue d’un usage continu ou d’une utilisation contemporaine compatible, tout en en protégeant la valeur patrimoniale. En d’autres termes, on s’attend à ce que certaines interventions permettent à l’édifice de fonctionner d’une manière qui favorise une ou plusieurs nouvelles vocations.

La restauration consiste à révéler, retrouver ou représenter le plus fidèlement possible l’état d’un lieu patrimonial, ou d’une de ses composantes, tel qu’il était à une période donnée de son histoire, tout en en protégeant la valeur patrimoniale. Parfois, un projet peut combiner réhabilitation et restauration.

Les quatorze normes établies pour guider la prise de décision en matière de conservation des lieux historiques ne mentionnent pas les caractéristiques d’accessibilité. On présume que l’accessibilité se limite aux interventions de réhabilitation des édifices patrimoniaux et qu’elle en fait partie.

Pour fournir une orientation supplémentaire propre aux édifices, le document indique qu’il existe une série de « considérations relatives à l’accessibilité » (Normes et lignes directrices, 2010) et précise qu’il ne faut pas déplacer ou supprimer une entrée principale ni modifier les éléments caractéristiques relevés « sans consulter les spécialistes et les utilisateurs ». La question à se poser, c’est qui sont les spécialistes et les utilisateurs consultés; il semblerait que les consultations se fassent rarement sous l’angle des personnes handicapées.

En résumé, le processus de prise de décision en matière de conservation, tel qu’il est décrit dans les Normes et lignes directrices (2010) et ci-dessus, implique trois approches différentes : la préservation, la réhabilitation ou la restauration. Il est évident que l’accessibilité n’est pas une priorité dans les traitements de conservation décrits, et pourtant, le BEÉFP a pour mandat d’appliquer les normes et lignes directrices susmentionnées, ce qui minimise les exigences en matière d’accessibilité.

Les examinateurs du BEÉFP évalueront une intervention en fonction des normes et des lignes directrices. La norme dit ceci : « Conserver la valeur patrimoniale et les éléments caractéristiques lorsqu’on construit des ajouts à un lieu patrimonial ou de nouvelles constructions contiguës. S’assurer que les nouveaux éléments sont compatibles physiquement et visuellement avec le lieu patrimonial, qu’ils en sont subordonnés et qu’ils s’en distinguent ». (Normes et lignes directrices, 2010, Norme 11, p. 23).

Les spécialistes de la conservation doivent trouver la solution la plus appropriée et la moins invasive, qui crée le moins d’impact possible sur les éléments caractéristiques et la valeur patrimoniale globale de l’édifice historique. Un exemple d’argument sur lequel les architectes s’appuient généralement pour réussir leurs interventions est celui des entrées historiques.

Selon les Normes et lignes directrices, il n’est pas recommandé de déplacer les entrées principales ou les escaliers lorsqu’on intervient pour intégrer des éléments liés à l’accessibilité (Ligne directrice 18, p. 134 et ligne directrice 21, p. 139). Cela peut avoir un effet direct sur l’élimination des obstacles dans tout site patrimonial.

Il est important de comprendre que les Normes et lignes directrices relatives au patrimoine n’ont pas force de loi à l’heure actuelle, et qu’elles reconnaissent que le fait de s’y conformer « ne dégage en rien des obligations juridiques » (Normes et lignes directrices, 2010 : ii). Il s’agit d’un outil, parfois utilisé comme document officiel pour évaluer la conservation.

La conservation consiste à examiner la valeur que nous convenons généralement d’attribuer à un lieu ou à une chose. Comme nous le savons tous, nos valeurs et ce que nous valorisons changent au fil du temps et, par conséquent, les outils doivent continuer à évoluer et continueront à le faire. C’est pourquoi il faut réviser régulièrement les Normes et lignes directrices, de même que d’autres outils et procédures.

On reconnaît que pour tout édifice fédéral dont la rénovation nécessite un financement, il faut généralement déposer une demande de financement auprès du Conseil du Trésor du Canada. Il a été confirmé que le Conseil du Trésor du Canada considère la norme B651 de l’Association canadienne de normalisation, intitulée Conception accessible pour l’environnement bâti, comme la norme d’accessibilité à appliquer, bien que la version requise date de 2018.

Il a également été confirmé que le Conseil national de recherches, qui rédige et certifie les codes nationaux du bâtiment du Canada, dispose de codes fondés sur des objectifs pour tous les édifices; d’une province à l’autre, ces codes sont adoptés en tant que code du bâtiment minimal requis, y compris les exigences en matière d’accessibilité.

Pour ajouter une couche supplémentaire, Normes d’accessibilité Canada (NAC) élabore des normes relatives à l’environnement bâti, en vertu de la Loi canadienne sur l’accessibilité (2019). La Loi canadienne sur l’accessibilité vise à faire du Canada un pays exempt d’obstacles d’ici 2040. NAC a publié un projet de norme d’accessibilité pour l’environnement bâti qui a récemment été soumis à l’examen du public.

Lors de l’assemblée publique annuelle du 20 septembre 2022, les représentants de NAC ont parlé de leur rôle dans la rédaction des normes applicables aux installations fédérales du Canada. Cela devrait s’appliquer aux édifices fédéraux du patrimoine. NAC a la possibilité d’envoyer ses normes d’accessibilité, en tout ou en partie, au Conseil national de recherches sous forme de demande de modification de code, pour qu’elles soient éventuellement adoptées et intégrées au Code national du bâtiment du Canada. Cela pourrait avoir une incidence sur le travail que fait le Canada pour les édifices fédéraux du patrimoine.

### Documentation à l’appui – Exemples internationaux

L’équipe du projet s’est aussi penchée sur quelques exemples de politiques, de processus et de procédures adoptés ailleurs dans le monde, ainsi que sur la manière dont d’autres pays ont commencé à traiter la question de l’accessibilité des biens patrimoniaux.

Nous avons commencé par les trois documents ci-dessous. La première politique examinée est la Convention sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, du Conseil de l’Europe, communément appelée Convention FARO de 2005. Cette politique relative aux projets patrimoniaux exige, en vertu de l’article 6, que :

« Aucune des dispositions de la présente Convention ne sera interprétée :

– comme limitant ou portant atteinte aux droits de l’homme et aux libertés fondamentales qui pourraient être sauvegardés par des instruments internationaux, notamment par la Déclaration universelle des droits de l’homme et par la Convention de sauvegarde des Droits de l’Homme et des Libertés fondamentales. » (Faro, 2005, p. 27).

Un autre exemple de politique et de procédure que nous avons examiné figure dans le code du bâtiment de l’Australie. Cet exemple comprend un processus qui permet à une équipe de conception travaillant sur un projet de faire appel à sa créativité pour suggérer une conception de rechange afin de répondre aux exigences du code du bâtiment. En effet, quand une équipe de conception travaille selon un code du bâtiment, il arrive que cela limite la manière de résoudre un problème de conception.

Selon l’exemple australien, une équipe de conception peut trouver une solution créative pour résoudre un problème de conception. Pour ce faire, elle doit soumettre sa solution à un examen par les pairs, auquel doit participer un consultant en accessibilité. En Australie, il existe une association nationale de consultants en accessibilité appelée Association of Consultants in Access Australia inc. (2023). Les membres sont qualifiés de par leur expérience et leur formation, et c’est donc par un processus très formel que les professionnels de l’accessibilité participent à des projets. Cela permet à l’équipe de conception de travailler dans le respect des règles, mais aussi de faire preuve de créativité lorsqu’une situation patrimoniale délicate exige une solution créative.

Il existe une politique plus récente en Europe concernant l’accessibilité et le patrimoine. L’Union européenne a financé un projet intitulé Regeneration and Optimization of Cultural Heritage in Creative and Knowledge Cities (Régénération et optimisation du patrimoine culturel dans les villes créatives et de la connaissance), ou projet ROCK (2019).

Le projet ROCK a été appliqué à plusieurs projets de démonstration dans divers édifices et sites patrimoniaux européens. Le projet ROCK a créé une ligne directrice pour ajouter quelques outils de base aux pratiques et réglementations existantes. Parmi ces outils supplémentaires, citons l’exigence d’adopter une approche participative. Avec une telle approche, diverses personnes, y compris des personnes handicapées, peuvent participer activement aux décisions qui concernent un projet patrimonial et donner leur point de vue. Ce vaste éventail de voix doit aussi participer à la planification et à la gestion de la conception pendant toute la durée du projet. Il ne s’agit pas d’écouter ces voix une seule fois, de manière ponctuelle.

Ces voix sont invitées à la table et sont présentes pendant toute la durée du projet. Dans la conception du projet, on prend aussi en compte le recours à des technologies innovantes et des moyens novateurs pour créer un accès universel au patrimoine, mais il faut aussi évaluer constamment le progrès accompli dans l’atteinte des objectifs, y compris l’accessibilité, et ce, au moyen d’examens réguliers et de présentation de rapports. Il s’agit là de quelques façons intéressantes d’élaborer une politique d’accessibilité et de l’appliquer aux édifices patrimoniaux. Elles ont mené le groupe de travail à ses conclusions concernant ce projet.

### Reconnaître toute la complexité de la construction et des sites

Voici quelques exemples de complications connues liées à la construction et aux sites patrimoniaux qui peuvent avoir une incidence sur l’application d’un ensemble de normes, quel qu’il soit :

1. Certains édifices datent d’une époque où les codes du bâtiment n’existaient pas.
2. Certains édifices ont été construits selon d’anciens codes du bâtiment, qui peuvent dater d’avant l’inclusion des normes d’accessibilité.
3. Les édifices patrimoniaux n’ont pas été construits selon les méthodes de construction courantes employées aujourd’hui. Ils peuvent avoir été construits selon des techniques particulières et distinctes.
4. Il se peut que les matériaux utilisés ne soient plus disponibles aujourd’hui.
5. Certaines techniques ou compétences de construction peuvent être perdues ou rares dans une région géographique donnée.
6. De nombreux édifices patrimoniaux se trouvent sur des sites qui posent des problèmes d’accessibilité.
7. La plomberie et l’électricité sont souvent inexistantes ou obsolètes.
8. Les édifices peuvent être construits sur un terrain qu’on ne peut excaver pour installer des éléments comme une fosse d’ascenseur.
9. La diversité des usages et des typologies des édifices empêche l’application de solutions standard.
10. Dans de nombreux cas, les pratiques et les attitudes d’exclusion étaient inhérentes à la conception et à la construction des édifices patrimoniaux.

### Réalité et perspective des planificateurs en conservation du patrimoine

Ce que nous avons appris au cours de nos discussions de groupe, c’est que les planificateurs en conservation du patrimoine, les historiens et les professionnels de l’architecture font des recherches sur l’histoire qui se cache derrière un bâtiment patrimonial. Ils sont très passionnés par ce qu’ils font. Ce ne sont pas tous les spécialistes du patrimoine qui ont une formation ou une certification en architecture. Bien que l’architecture et l’architecture paysagère soient des professions réglementées, les connaissances propres au domaine du patrimoine s’acquièrent principalement par l’expérience et par des programmes d’apprentissage de courte durée.

Au cours des discussions, les professionnels de la conception ont fait remarquer qu’au début de la planification des travaux de conservation d’un site patrimonial désigné, il faut prendre connaissance des éléments fondamentaux qui jouent sur la faisabilité des modifications à apporter pour assurer l’accessibilité. Ces éléments fondamentaux, ou fixes, peuvent constituer des obstacles à l’accessibilité, mais en les consignant dès le début de la planification, on stimule la recherche de concepts créatifs ou de rechange pour le projet.

Dans la planification d’un phare désigné, par exemple, il faut admettre que la construction d’un ascenseur à l’intérieur d’un phare n’est pas possible dans la plupart des cas. Le réaménagement du phare de Peggy’s Cove en Nouvelle-Écosse illustre la créativité dont les concepteurs ont fait preuve en installant de nombreuses rampes et passerelles qui semblent répondre au besoin d’accès des personnes en fauteuil roulant. La conception qui en résulte permet de faire partager l’expérience du site et donne une idée de la fonction du phare pour assurer la sécurité de la navigation, mais montre bien que l’intérieur de l’édifice du phare n’est pas accessible aux visiteurs du site.

Le processus de planification doit également prendre en compte les exigences relatives à l’accessibilité qui vont au-delà des normes habituelles. Cela pourrait justifier la nécessité de recourir à une solution autre que la solution habituelle. Il peut s’agir de problèmes critiques qui constituent des besoins fonctionnels uniques pour un site donné. On pourrait par exemple exiger que la rampe d’accès de l’entrée principale d’un édifice patrimonial donné soit gardée exempte de neige et de glace 24 heures sur 24, 365 jours par an, étant donné que cet édifice abrite des services gouvernementaux essentiels.

Le groupe de travail a également parlé du fait que le caractère unique des sites patrimoniaux et les exigences légales en matière de droits de la personne ne pouvaient être fondés que sur un large éventail de perspectives en matière de handicap. On a également confirmé que les lignes directrices existantes en matière d’accessibilité de l’environnement bâti pouvaient être appliquées aux édifices patrimoniaux, mais que le processus de planification et de conception nécessitait une démarche décisionnelle plus rigoureuse et mieux éclairée, incluant un large éventail de perspectives en matière de handicap.

Les cours et désignations existants se concentrent sur la protection du patrimoine, mais pas nécessairement sur les éléments d'accessibilité. Selon les auteurs du présent document, bien que les spécialistes de la conservation du patrimoine aient des compétences très spécialisées, ce sont les consultants en accessibilité ayant reçu une formation professionnelle qui devraient être chargés d’évaluer l’accessibilité existante d’un édifice patrimonial et les solutions permanentes en matière d’accès. La prise de décision conjointe est donc essentielle lors de l’application des normes visant à éliminer les obstacles dans les édifices fédéraux du patrimoine.

Comme l’affirmait récemment le Conseil des ressources humaines du secteur culturel dans son rapport intitulé Les ressources humaines dans le secteur du patrimoine bâti au Canada (sans date) et portant sur les compétences et les qualifications requises pour trouver un emploi dans le secteur du patrimoine bâti,

« Aucune de ces exigences visant la qualification ne vise expressément les problèmes particuliers associés aux structures patrimoniales. Aucune association professionnelle d’architecte ne confère non plus de désignation particulière pour les architectes spécialisés en patrimoine. » (43)

Une personne qui travaille ou étudie dans le domaine du patrimoine depuis deux ans peut participer à un processus de sélection complet et demander à devenir membre de l’Association canadienne d’experts-conseils en patrimoine. Ces professionnels, qui font partie d’une équipe de parties intéressées, déterminent l’importance de certaines caractéristiques d’un édifice patrimonial qui sont significatives sur le plan historique et qui ont une valeur historique essentielle. Ce processus est souvent dépourvu de la perspective du handicap. Cette équipe applique le processus de prise de décision en matière de conservation défini dans les Normes et lignes directrices. Les éléments essentiels des Normes et lignes directrices (2010) définis en tant que « valeur patrimoniale » et « éléments caractéristiques » sont intégrés dans l’« énoncé d’importance ». Dans les situations où on est résolument déterminé à ne pas autoriser la modification de ces éléments, il est probable que subsistera un obstacle à l’accessibilité.

Le groupe de travail a également insisté sur le fait que toutes les personnes impliquées dans ce processus doivent être qualifiées. Il est important de respecter l’expérience, les connaissances et les disciplines les uns des autres. Il faut encourager une discussion ouverte entre les experts en patrimoine, les concepteurs, les consultants en accessibilité et les personnes ayant une expérience vécue.

### Réalité et perspective de l’accès des utilisateurs

Les personnes handicapées ont été exclues pendant des centaines d’années. On comprend de mieux en mieux la condition des personnes handicapées et l’effet des barrières auxquelles elles se heurtent. Aujourd’hui, dans le domaine du handicap, on reconnaît toute l’ampleur des barrières au-delà de l’accès physique pour inclure les émotions, la culture, les sens, les effets psychologiques et comportementaux. Le fait même que les pratiques d’exclusion inhérentes à certains édifices patrimoniaux soient absentes du récit ajoute à cette non-inclusivité.

De nombreux immeubles désignés édifices patrimoniaux ont été construits à une époque où l’architecture était une représentation du pouvoir. En effet, les grands édifices dotés de majestueux escaliers et de halls d’entrée grandioses témoignaient de la puissance des personnes qui s’y trouvaient. Les usines ou les installations spécialisées, comme les phares, ont été construites en tenant peu compte des employés ou des visiteurs ayant diverses capacités.

On portait peu, voire pas du tout, attention aux mesures d’adaptation pour les personnes vieillissantes, les enfants ou les personnes handicapées en tant que clients ou participants actifs de la société en général. Par le passé, cette situation était exacerbée par l’exclusion culturelle, la discrimination fondée sur l’orientation sexuelle et même la situation géographique, comme dans les communautés nordiques. Ces récits sont rarement racontés.

Notre monde a changé. Non seulement les groupes marginalisés ont trouvé leur voix pour protester contre l’exclusion, mais la société en général, au Canada et à l’étranger, en est venue à accueillir un large éventail de personnes sur la base de leur individualité. En 1982, la Charte canadienne des droits et libertés est venue soutenir ce droit. Mais les choses ont-elles vraiment changé?

D’après l’analyse documentaire sur l’accessibilité des édifices patrimoniaux et les discussions du groupe de travail, il semble que les choses n’ont pas tant changé pour ces groupes marginalisés. Selon les personnes interrogées partout au Canada, la situation telle qu’elle est aujourd’hui en matière d’exclusion n’est plus acceptable. À leur avis, tout le monde doit être bienvenu, ou alors, personne ne doit entrer. Si une personne ne peut pas accéder à un édifice fédéral du patrimoine désigné, personne ne devrait être autorisé à y entrer, à l’exception des personnes qui cherchent des solutions pour rendre l’édifice accessible, ou de celles qui l’entretiennent et le protègent.

Il faut trouver une solution de rechange pour assurer l’accessibilité, qu’elle soit de nature technologique, narrative, opérationnelle ou autre, et la mettre en œuvre pour que les employés et la population soient autorisés à entrer. Cela dit, il faut bien comprendre qu’aucun des participants à ce projet ne souhaite voir des édifices patrimoniaux abandonnés ou démolis. Ils souhaitent que l’on trouve des solutions.

L’analyse documentaire et les discussions du groupe de travail ont révélé que les « solutions » technologiques sont rarement aussi efficaces qu’il le faudrait pour satisfaire à l’esprit d’une expérience inclusive. Il est très courant aujourd’hui que l’on suggère d’avoir recours à la technologie pour éliminer les barrières.

Les interventions technologiques, comme la réalité virtuelle, ont été étudiées et on considère qu’il s’agit de solutions compensatoires pour les situations où il y a des obstacles à l’accès physique. L’utilisation de la technologie pour fournir une représentation électronique de l’environnement bâti peut avoir des conséquences inattendues, notamment l’apparition de nouveaux obstacles pour d’autres personnes. Ces obstacles peuvent empêcher les personnes souffrant de handicaps sensoriels, de troubles épileptiques, de difficultés de perception, de troubles du mouvement et d’autres handicaps de participer à l’expérience. En outre, ces technologies sont souvent insuffisantes pour rendre les indices ambiants de l’expérience, notamment l’odeur, le toucher et l’acoustique.

La technologie ne permet pas toujours de mettre tout le monde sur un pied d’égalité. Elle peut donner faussement l’impression de constituer une solution si on prend la décision sans tenir compte de l’ensemble des utilisateurs. La technologie, en particulier la technologie d’assistance pour les personnes handicapées, continue d’évoluer et de changer. Elle peut être utile à certaines personnes et c’est une option qu’on ne doit donc pas ignorer, mais il est important de reconnaître qu’elle ne peut pas être la seule solution. La possibilité d’avoir recours à la technologie doit être examinée avec soin, dans une perspective élargie, et doit inclure l’engagement de procéder à des examens réguliers pour s’assurer qu’elle répond aux besoins d’adaptation.

## Processus itératif (modèle itératif de prise de décision inclusive)

Cette recherche a débuté par des conversations avec des membres de la communauté des personnes handicapées. Ils ont expliqué qu’en matière de handicap, l’approche la moins souhaitable est l’approche médicale, qui considère la personne handicapée comme le problème (Redmond, 2010).

Selon ce modèle, c’est à l’individu de s’adapter d’une manière ou d’une autre à son environnement, plutôt qu’à l’environnement de s’adapter à un éventail beaucoup plus large d’utilisateurs. Cette approche n’impose pas non plus la responsabilité d’améliorer l’environnement. Lorsque des améliorations sont apportées, il s’agit généralement de solutions spécifiques à un handicap, comme l’installation de rampes d’accès.

Contrairement à l’approche médicale, l’approche sociale du handicap affirme que ce n’est pas la personne qui est limitée dans sa participation à la société, mais plutôt l’environnement inhospitalier qui la restreint (Rieser, 2012). La société impose des obstacles aux personnes handicapées par ses attitudes et des suppositions erronées.

Nous savons que, selon la Charte canadienne des droits et libertés (1982), les environnements publics ne doivent pas empêcher un individu ou un groupe de participer à des activités, et pourtant, la société continue d’élaborer des normes et des codes du bâtiment qui aboutissent à des environnements non inclusifs. Est-ce dû au fait que nous concevons encore nos aménagements d’un point de vue paternaliste, sans vraiment savoir comment une personne handicapée utilise son environnement?

Jetant un pont entre ces deux approches diamétralement opposées, l’approche interactionnelle affirme que « la solution, c’est un changement dans l’interaction entre l’individu et la société » (Université du Minnesota, 2009). Il est très important de tenir compte de l’interaction entre un environnement et tous ses utilisateurs finaux. Par conséquent, l’approche interactionnelle du handicap définit les limites de la structure de cette recherche.

Cela nous a amenés à conclure qu’il fallait adopter une approche inclusive pour cette recherche et faire appel à des utilisateurs experts handicapés, des experts en patrimoine et en conservation, des consultants en accessibilité, des responsables d’édifices, des spécialistes des droits de la personne et des concepteurs de normes pour appliquer des normes d’accessibilité à un échantillon de sites fédéraux du patrimoine, et ce, au cours de plusieurs itérations.

L’objectif était de voir s’il était possible de parvenir à un équilibre entre les nombreuses complexités des édifices patrimoniaux et les différentes couches d’exigences qui s’y appliquent, de manière à trouver une solution juste et raisonnable qui respecterait également l’intention des normes d’accessibilité, aux termes de la Loi canadienne sur l’accessibilité. Nous voulions travailler en cherchant à combiner la complexité des normes et lignes directrices applicables à la préservation du patrimoine avec les normes actuelles en matière d’accessibilité et de durabilité, pour aujourd’hui et pour demain. L’équipe a travaillé en partant du principe que le patrimoine et l’accessibilité ne sont pas conflictuels.

Un autre objectif du processus itératif était de créer un outil pour faire le suivi de l’accessibilité d’un édifice patrimonial. Les professionnels de la conception, comme les architectes et les experts en édifices patrimoniaux, ont exprimé le besoin de mieux comprendre les différents handicaps et la manière dont les divers obstacles influent sur la capacité d’une personne à utiliser et à comprendre un espace.

Les personnes handicapées, de leur côté, ont exprimé le besoin de mieux comprendre le processus de conception et de décision en matière de préservation du patrimoine. Michael McClelland a évoqué la nécessité d’un outil de suivi ou d’un guide pour aider la communauté des concepteurs. Tous ces éléments ont été créés au cours de ce processus itératif.

Le BEÉFP ne semble pas avoir d’approche inclusive pour appliquer une norme à la modification d’un édifice patrimonial, approche qui intégrerait les résultats de cette recherche dans un seul modèle applicable.

Comme l’indiquent Chiscano et Binkhorst dans leur article intitulé Heritage sites experience design with special needs customers, « quand divers acteurs créent de la valeur en collaboration et sur une base volontaire, on parle de cocréation de valeur » (2019, p. 4212).

Selon la Charte de Washington pour la conservation des villes historiques et des zones urbaines de 1987, « La participation et l’implication des habitants [...] sont indispensables au succès des programmes de sauvegarde. Elles doivent donc être recherchées [...]. » (ICOMOS 1987, p. 2.) Cela est confirmé par la Charte de Burra qui soutient que la participation de la communauté est essentielle à la conservation du patrimoine (Yung et Chan, 2011).

L’équipe du projet a décidé d’appeler le processus inclusif le « modèle itératif de processus décisionnel inclusif (MIPDI). Au fil du temps, des modèles itératifs semblables ont été testés et utilisés dans le cadre de projets à d’autres échelons de gouvernement, dans le monde universitaire et dans le secteur privé.

Ce processus a été utilisé ici pour illustrer et éclairer la définition des normes relatives au patrimoine afin de déterminer si les exigences d’accessibilité en vigueur, comme celles de la section 3.8 du Code national du bâtiment du Canada 2020 (CNB), de la norme CSA B651-23 et du document Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada (2010), pourraient encore constituer la principale voie à suivre pour améliorer l’accessibilité.

Grâce à nos discussions avec des membres de nombreux groupes professionnels et d’organismes sans but lucratif du Canada, nous avons appris que les édifices fédéraux du patrimoine continuent d’être conçus sans assurer leur accessibilité universelle, malgré la législation et les politiques en place en matière de conception accessible et de droits de la personne.

L’examen des diverses procédures d’évaluation des édifices fédéraux du patrimoine a révélé qu’en général, au moment de prendre des décisions en matière de conception, les architectes, les concepteurs et les professionnels en patrimoine ne consultent qu’un petit nombre de personnes concernées par l’installation patrimoniale. La plupart du temps, on n’invite pas les utilisateurs experts handicapés ou les consultants en accessibilité ou on ne les fait pas participer au processus.

Le concept de « conception axée sur la population » a été introduit par Chang Oh lors d’une exposition en Corée en 2001.

« Il s’agit d’une discipline, d’une approche et d’un domaine de conception qui vise à servir un large éventail d’utilisateurs, par opposition à un ensemble particulier d’utilisateurs. La conception axée sur la population vise à répondre aux différents besoins et préférences du public. La plupart du temps, la conception axée sur la population concerne les systèmes publics (comme les systèmes de télécommunication), les environnements (les rues, par exemple), les installations (comme les poubelles) et les images de design graphique (images d’affichage public)…   
  
Dans ce type de conception, on peut utiliser des approches consultatives, participatives et inclusives pour parvenir à une compréhension, de manière à ce que le résultat de la recherche appliquée corresponde aux besoins et aux préférences des personnes handicapées... On espère également avec ce processus sensibiliser les concepteurs au fait qu’il est important que les utilisateurs participent à la conception axée sur la population. Les personnes handicapées qui utilisent un site devraient être invitées à participer activement au processus de conception afin d’apporter de réels avantages à la communauté des personnes handicapées, contribuant ainsi à une société inclusive et harmonieuse. » (Siu, 2011, p. 1-17)

Comme l’affirment Pisoni et coll. (2021, p. 12), « Dans la conception participative, le terme “utilisateur” n’a pas le même sens que le terme “participant”, puisque le terme “utilisateur” n’inclut pas les aspects de collaboration et d’autonomisation, deux aspects essentiels en conception participative. » Dans les ouvrages Countering Design Exclusion (Keates et Clarkson, 2004) et Enabling Environments (Steinfeld et Danford, éd., 1999), on propose deux autres approches de la conception inclusive.

Keates et Clarkson présentent « la boucle de la connaissance » (2004, p. 79), qui permet de recueillir de l’information sur les utilisateurs, de la comparer aux exigences fonctionnelles d’un cahier des charges, de la valider en faisant des tests auprès des utilisateurs finaux, et enfin, de résumer et analyser les données recueillies. Dans son ouvrage intitulé Enabling Environments, Lantrip (1999, p. 272-275) affirme que le « modèle structurel de covariance » prouve que tant les personnes que l’environnement influent sur la perception de la qualité de cet environnement et qu’il y a une influence mutuelle entre les personnes et l’environnement.

Le MIPDI, approfondi par l’équipe de recherche, assure l’équilibre entre une norme relative à l’environnement bâti, comme la section 3.8 du CNB, et la convivialité de l’environnement bâti. Dans les normes de conception, le concept de sécurité est primordial pour la profession d’ingénieur. Les spécifications normalisées constituent un outil d’ingénierie couramment utilisé pour améliorer la sécurité des espaces publics. Le processus d’élaboration des normes varie d’une compétence à l’autre. Souvent, ce sont les ingénieurs, en consultation avec d’autres ingénieurs, des architectes et des spécialistes de l’industrie, qui décident des normes de sécurité à appliquer. Selon les ingénieurs, les facteurs de risque comme la responsabilité, les techniques d’installation et le coût sont les facteurs décisifs qui jouent sur une norme finale.

Dans la prise de décision concernant une spécification normalisée, la convivialité descend sur l’échelle des priorités. Une approche inclusive dans l’examen et la prise de décision concernant les édifices fédéraux du patrimoine peut-elle aboutir à des installations plus inclusives dans l’ensemble de notre pays?

En résumé, le MIPDI repose sur le principe de l’interdépendance humaine grâce à la mise en commun de l’information. Si ce modèle de partage de l’information ne permet pas de résoudre tous les problèmes du premier coup, il faudra alors procéder à d’autres itérations du processus de mise en commun des connaissances. La réalité nous montre que les concepteurs professionnels, notamment les architectes, les architectes paysagistes, les planificateurs et les ingénieurs, subissent souvent une pression énorme pour réaliser les projets en respectant le délai demandé, le budget imparti et la portée des travaux. Malgré leur grande expérience, on ne peut attendre de ces professionnels qu’ils connaissent tous les aspects de l’interaction humaine avec un environnement.

Inversement, pour proposer des solutions viables et raisonnables aux problèmes d’accessibilité, les utilisateurs experts doivent se familiariser avec les questions complexes de sécurité et de construction auxquelles se heurtent les professionnels de la conception. Ils doivent à la fois construire un capital social et maintenir un dialogue permanent avec les utilisateurs finaux afin d’améliorer continuellement leurs connaissances et, partant, l’élément construit qui en résulte.

Souvent, les fonctionnaires refusent qu’on invite les utilisateurs à la table dès le début, à l’étape de prise de décision, parce que, pour eux, cela prendrait trop de temps et risquerait donc d’entraîner des dépassements budgétaires ou de ralentir le projet. Dans leur publication, Briefing for Accessibility in Design, Rita Newton et Marcus Ormerod en viennent à la conclusion suivante :

« Bien que les concepteurs tiennent à ce que les édifices et leur environnement facilitent l’inclusion sociale, ils doivent surmonter des obstacles considérables pour atteindre cet objectif, notamment en raison d’un manque de compréhension de la situation des personnes handicapées et de la manière dont elles interagissent avec un édifice, de même que du rôle des règlements et des lois pour soutenir cette interaction au lieu de simplement fournir des normes minimales. » (2005, p. 293).

Block soutient que « dans tous les cas, les mesures rapides et peu coûteuses constituent vraiment un argument qui va à l’encontre de la dignité des citoyens et d’un processus plus démocratique et humainement inclusif » (2008, p. 162).

En janvier 2012, Ann Heylighen publiait un article sur un projet sur le terrain dans le cadre duquel un groupe d’étudiants utilisateurs-experts a été chargé d’examiner un édifice patrimonial sur un campus universitaire. Ce projet a favorisé une communication respectueuse dans laquelle les propriétaires de l’édifice, les professionnels en patrimoine et les architectes ont pu apprendre les uns des autres grâce à un processus itératif. Les faits concernant cet édifice (c.-à-d. les éléments caractéristiques) sont devenus secondaires par rapport à l’intérêt porté à l’édifice, à son contexte et à sa place dans l’histoire. Cela a eu un impact positif sur la prise de décision concernant l’adaptation de l’édifice pour le rendre plus inclusif, puisque tous les points de vue ont été compris et pris en compte.

Des études de cas sur le patrimoine ont été présentées à notre équipe de participants inclusive et ont été utilisées pour parvenir à une solution de rechange afin d’assurer l’accessibilité en appliquant un modèle itératif de prise de décision. L’équilibre idéal recherché avec l’approche itérative et son objectif premier sont les suivants : réduire les barrières sociétales pour les groupes marginalisés comme les personnes handicapées et la population vieillissante, et élaborer un processus pour appliquer les exigences ou les paramètres de conception aux normes d’accessibilité dans les édifices fédéraux du patrimoine.

Il en résultera une réutilisation plus sûre, durable et fonctionnelle des édifices patrimoniaux qui jouent un rôle important dans l’histoire du Canada. Ces solutions de rechange pour assurer l’accessibilité seraient consignées et mises à jour au besoin afin de pouvoir les reproduire dans d’autres projets, pour ne pas avoir à réinventer la roue à chaque nouveau projet de construction touchant des édifices patrimoniaux. Si on dispose d’un répertoire bien conçu où consigner les solutions de rechange aux spécifications normalisées en matière accessibilité, on devrait avoir moins besoin de procéder à des consultations intensives à chaque étape de chaque projet.

Ce processus devrait permettre d’assurer la cohérence des techniques utilisées pour appliquer les solutions d’accessibilité et d’accroître la satisfaction des utilisateurs à l’égard du produit final. En fin de compte, il devrait aboutir à un produit construit plus inclusif et durable convenant à un large éventail d’utilisateurs, c’est-à-dire une « conception inclusive ». Voici comment Imrie et Hall définissent la conception inclusive :

« […] bien plus qu’une réponse technique aux besoins des personnes handicapées ou qu’un simple “ajout” à la somme de connaissances des professionnels de la construction, la conception inclusive s’inscrit dans une lignée d’idées qui cherchent à donner la priorité aux points de vue et aux valeurs des utilisateurs des édifices et à remettre en question les relations sociales et institutionnelles, de même que techniques, de la conception et du processus de construction. » (2001, p. 18).

Les codes, les normes et les lignes directrices qui dictent les exigences normatives minimales concernant les paramètres (mesures, quantités, éléments, accessoires, etc.) visent à garantir que la conception et la construction d’un édifice répondent aux objectifs, par exemple, de sécurité, de santé, d’accessibilité, de protection contre les incendies, de protection structurelle et d’environnement. (CNB 2020). Historiquement, ces exigences sont rarement élaborées à l’aide d’une approche interdisciplinaire et inclusive.

La documentation soutient l’affirmation selon laquelle, bien que les normes soient principalement fondées sur des données scientifiques, « elles ne remplacent pas le bon sens » (Forbes, sans date, p. 5). Dans son exposé sur la planification de communautés inclusives, le document de la Papworth Trust intitulé Guide to developing inclusive communities (2008) énumère six grands principes directeurs. Ces principes sont les suivants : « rien sur vous sans vous; suppression des pratiques discriminatoires; amélioration de l’autonomie; reconnaissance des besoins individuels; utilisation d’une approche intégrée et générale; et création d’un sentiment d’appartenance à la communauté ». (2008, p. 8). Ces principes ont joué un rôle déterminant dans l’attitude du Royaume-Uni, qui cherche de plus en plus à faire en sorte que les environnements comportent des caractéristiques qui tiennent compte du point de vue du plus grand nombre possible d’utilisateurs finaux.

Selon Colin Robinson (2002), la théorie du réalisme admet qu’il doit y avoir un équilibre entre les preuves scientifiques (ingénierie) et les connaissances des participants (contribution de l’utilisateur). Ainsi, cette recherche a commencé avec le Code national du bâtiment du Canada, section 3.8 (2020), élaboré scientifiquement, la norme CSA B651-23 (2023) Conception accessible pour l’environnement bâti, et les Normes et lignes directrices pour la conservation des bâtiments patrimoniaux (2010) comme normes minimales de référence.

Par la suite, les discussions et l’approche itérative ont élargi la possibilité d’inclure l’avis des utilisateurs dans une approche plus inclusive de l’application de ces normes et, éventuellement, de l’ajustement de ces normes minimales pour inclure des déclarations d’application claires concernant les exigences de conception relatives à l’accessibilité (paramètres).

À l’appui de ce point de vue, la Convention-cadre du Conseil de l’Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société (qui fait partie de la Série des Traités du Conseil de l’Europe) affirme, en s’inspirant de l’article 27 de la Déclaration universelle des droits de l’homme : « la notion de communautés patrimoniales, car il ne saurait y avoir de vie culturelle sans communauté [...] » et [...] « Sans pour autant exclure les éléments exceptionnels du patrimoine, cette Convention s’attache davantage au patrimoine quotidien des citoyens » (Faro, 2005, p. 4).

À l’article 4(b) des principes énoncés par le Conseil de l’Europe, on accepte « la responsabilité de respect à l’égard du patrimoine d’autrui comme à l’égard de son propre patrimoine suggère que, grâce à une telle interaction, les différents patrimoines culturels se rejoignent en un patrimoine commun (2005, p. 7). L’article 5(a) parle d’un « principe de proportionnalité » selon lequel la communauté a « la responsabilité de définir les critères de l’intérêt public et de les traduire en mesures de protection d’une importance et d’un degré qu’ils jugent nécessaires » (2005, p. 7). La combinaison de ces deux concepts a permis de conclure que le patrimoine était une valeur démocratisée, tout comme l’accessibilité, de sorte que la démocratie devient notre patrimoine commun.

Le concept de patrimoine commun est apparu dans notre approche itérative; Michael McClelland et Douglas de Gannes (2023) l’ont appelé « approche de gradation » ou « approche actuarielle ». Ce concept permet de déterminer quelles sont les valeurs réelles d’un site patrimonial donné. Du point de vue du patrimoine, l’idée du principe de proportionnalité ou de l’approche de gradation implique la nécessité de mettre en équilibre les personnes ou les éléments qui sont validés dans l’expérience du patrimoine culturel.

Quelle partie de l’histoire, par exemple, compte le plus? L’histoire des bâtisseurs d’origine de l’édifice ou celle du groupe culturel qui l’a habité ou l’a conquis par la suite? L’idée est de laisser à la communauté la responsabilité de définir les paramètres ou la perspective historique essentielle à raconter. Cependant, il faut reconnaître que, du point de vue des droits de la personne, il ne peut y avoir de proportionnalité ou de gradation des mesures d’adaptation pour les individus ou les groupes identifiables qui participent à l’expérience du patrimoine canadien.

L’article 7(b) de la Convention de Faro du Conseil de l’Europe (2005) stipule que la conversation, voire la controverse, sont nécessaires pour parvenir à une décision démocratique et qu’il faut tenir compte de tous les points de vue dans un esprit de conciliation. Dans leur article intitulé « Adapting Participatory Design Tools in Design Through Research Models to Develop Sustainable Projects in Sensitive Territories », Antanaityte et Urbonaite-Vadekliene expliquent ceci :

« L’analyse a montré que l’approche de la conception participative suffit pour l’aménagement des territoires sensibles; la recherche d’un terrain d’entente entre les différentes parties intéressées est un processus complexe qui nécessite des débats, de même que la compréhension des outils d’expression adéquats et leur mise en place; il est donc essentiel de disposer d’un délai suffisant pour expérimenter le processus en profondeur plutôt que de manière formelle » (2017, p. 12).

En 2015, Nancy Fraser aurait appelé « parité participative » la participation équitable de « tous les membres (adultes) de la société pour interagir les uns avec les autres en tant que pairs » (Knight, 2015, p. 97). C’est à partir de cette prémisse que l’approche itérative a été mise en place.

Les Normes et lignes directrices établissent un processus pour identifier les éléments caractéristiques des édifices historiques à protéger. Comme nous l’avons vu précédemment, les éléments caractéristiques sont les détails qui doivent être protégés ou préservés parce qu’ils font partie de l’histoire du patrimoine. Lors de discussions avec des planificateurs et des architectes en conservation du patrimoine, ces derniers ont exprimé le souhait de disposer de critères ou d’une méthodologie plus objectifs pour déterminer ces éléments caractéristiques.

Les priorités de modification des installations patrimoniales que nous avons étudiées semblent avoir été fixées à partir d’informations limitées. Ce que nous avons constaté, c’est que la compréhension des questions relatives au handicap était très limitée parce qu’il y avait eu très peu de consultation. Les décisions finales en matière de conception semblaient fondées sur des opinions plutôt que sur des données empiriques et pratiques. À cause du manque d’accessibilité, les personnes handicapées ont eu le sentiment d’être ignorées, d’être exclues de l’histoire et de ne pas pouvoir s’instruire autant que les autres au sujet du patrimoine canadien.

Au cours de l’élaboration du MIPDI, on a adapté cinq principes de base tirés du modèle de conciliation réciproque An Iterative Model of Standard Development, élaboré par J. Redmond en 2010 (non publié). Ces principes sont demeurés au cœur du projet du début à la fin. Il s’agit des principes suivants :

1. Que les participants directement concernés par l’application des exigences de conception inhérente aux normes ou à une solution de rechange soient représentés en tant que décideurs lors de l’examen de chaque installation individuelle et de l’élaboration de solutions pour contrer chacun des obstacles à l’accessibilité relevés;
2. Qu’un éventail de facteurs humains (dextérité, portée, vue, ouïe, etc.) soit représenté dans tout processus de consultation;
3. Que les normes existantes soient adaptables et intégrées dans des conceptions qui conviennent à l’utilisation quotidienne et qui respectent l’interdépendance des êtres humains et leur intersectionnalité;
4. Que le processus utilisé pour mettre au point des solutions de rechange en matière d’accessibilité soit reproductible et officialisé;
5. Que la solution d’accessibilité qui en résulte crée une solution d’accès durable et que les solutions soient mises en commun.

Nous exposons chacun de ces principes plus en détail ci-dessous, en nous fondant sur l’analyse documentaire.

Comme mentionné dans l’introduction de l’approche interactionnelle du handicap, l’interaction entre les personnes, les attitudes sociales et leur environnement est un autre principe du MIPDI. Ainsi, nous avons utilisé à la fois les principes du document de la Papworth Trust et les perspectives du modèle interactionnel pour nous aider à redéfinir les cinq principes ci-dessus afin d’éclairer la discussion sur le MIPDI.

* + - 1. Principe no 1 **:** Que les participants directement concernés par l’application des exigences de conception inhérente aux normes ou à une solution de rechange soient représentés en tant que décideurs lors de l’examen de chaque installation individuelle et de l’élaboration de solutions pour contrer chacun des obstacles à l’accessibilité relevés.

Les décisions concernant l’application des exigences de conception inhérentes aux normes ou d’une solution de rechange à ces normes devraient être prises sciemment par les représentants des groupes qui seront les plus touchés par cet élément de l’environnement bâti. Un modèle itératif inclusif offre un lieu de dialogue dans lequel des personnes ayant des intérêts divergents peuvent travailler ensemble à la création d’un élément communément accepté et largement utilisable au cours de la phase d’élaboration du mode d’application des normes ou d’une solution de rechange.

Ce modèle ne prend pas seulement en considération les opinions individuelles, mais aussi les pratiques antérieures et les questions extérieures qui échappent ou non au contrôle des décideurs lors de l’application d’un ensemble de normes donné.

Tous les intérêts sont compilés et restitués dans un processus d’évaluation du risque qui devrait permettre de filtrer la plupart des défaillances de l’environnement bâti avant qu’elles ne se produisent. Les outils permettant d’intégrer dans un environnement un élément utilisable par la plupart des gens sont approuvés et convenus dès le départ. Il peut être nécessaire de répéter ce processus de nombreuses fois avant de parvenir à une décision définitive concernant une solution de rechange en matière d’accessibilité pour un élément construit.

En testant une approche inclusive et itérative, nous en sommes venus à comprendre l’interaction entre l’individu, la société et l’environnement, et nous avons conclu qu’il est possible de concilier différentes perspectives ou différentes connaissances grâce à une écoute active et à un processus de gestion du risque.

C’est nécessaire pour produire un modèle qui permet à plusieurs personnes différentes, aux exigences à la fois contradictoires et complémentaires, d’utiliser un environnement donné. La recherche portait aussi sur un exercice itératif de conception inclusive en tant que mécanisme d’application du processus proposé pour l’examen des édifices patrimoniaux et l’application des normes, de manière à ce qu’on tienne compte du plus grand nombre possible de besoins lors de la prise de décision.

* + - 1. Principe no 2 : Une série de « facteurs humains » ([Centre for Inclusive Design and Environmental Access](http://www.ap.buffalo.edu/idea/Home/index.sap), 2023) doit être représentée dans tout processus de consultation.

Le deuxième principe a permis de s’assurer que les experts utilisateurs représentaient un éventail de facteurs humains et qu’ils étaient disposés à découvrir d’autres influences et facteurs de risque susceptibles de se recouper dans l’élaboration d’une déclaration d’application d’une norme. Les facteurs humains peuvent notamment comprendre une gamme de capacités auditives, visuelles et cognitives, de mobilité et d’agilité tout au long de la vie.

Une attention particulière a également été accordée à l’intersectionnalité des problèmes de santé mentale, des cultures et des membres de la communauté 2SLGBTQ+, ainsi qu’aux sensibilités et besoins de ces différentes perspectives. Cela est important pour donner au processus inclusif d’examen d’une installation patrimoniale l’éventail de perspectives des utilisateurs finaux décrit dans le document de la Papworth Trust (2008).

Le terme d’utilisateur expert peut être interprété de plusieurs manières. Keates et Clarkson déclarent que « la définition du terme “utilisateur” devrait inclure des personnes ayant des expériences, des formations, des connaissances et des compétences différentes [...], toute personne qui doit interagir avec le produit pour en assurer le bon fonctionnement [...], les installateurs, le personnel de soutien, le personnel d’entretien, etc. » (2004, p. 85). La recherche entreprise maintient cette définition large de l’utilisateur.

Gail Finkel ajoute à la complexité qui rend cette recherche difficile, mais qui en devient aussi un pilier. Elle réaffirme :

« Comme le handicap ne crée pas un groupe homogène, les difficultés soulevées sont complexes et difficiles à définir clairement. En ce qui concerne l’élimination des obstacles dans l’environnement bâti, il faut tenir compte de la situation économique actuelle, qui incite à la prudence, parallèlement à des considérations d’ordre éthique, juridique et moral. Pour fournir des normes appropriées qui permettent à la plupart des gens d’accéder à la vie communautaire, il faut des discussions et des recherches exhaustives sur ce que sont les situations de handicap, les méthodologies acceptables et les questions éthiques concernant le type et le niveau de handicap à prendre en considération » (Finkel, éd., Steinfeld, E. et Danford, 1999, p. 332).

Le point de vue de Finkel est la raison même pour laquelle nous recommandons, au lieu de modifier les normes prescriptives, de plutôt définir un processus d’application qui inclut d’autres facteurs et risques, y compris la conservation du patrimoine, pour une approche multiniveaux et interdisciplinaire.

En outre, dans leur rapport final intitulé « A feasibility study into creating accessible environments within the briefing process », Barrett et coll. (sans date) établissent un lien entre les personnes à réunir autour de la table, les processus auxquels elles doivent participer et les situations où il est essentiel d’intégrer les décisions relatives à l’accessibilité dans le processus de construction pour assurer une conception accessible.

Tous ces travaux de recherche ont permis de conclure qu’il faut qu’un groupe de personnes choisies à dessein et dans un but précis participe au processus d’examen et de prise de décision afin que ce processus puisse être mené à bien en temps voulu et de manière pertinente. Par conséquent, les gens doivent avoir une certaine connaissance du sujet à l’étude pour sentir que leur contribution est appréciée.

La connaissance se présente sous de nombreuses formes. Il y a les connaissances professionnelles acquises dans les livres et les connaissances tirées de l’expérience. Dans l’approche itérative inclusive, on recherche l’équilibre entre ces deux formes de connaissances. Il arrive que l’on se méprenne sur le type de connaissances à inclure dans la prise de décision et sur la composition du groupe d’utilisateurs experts choisis à dessein et dans un but précis.

Afin de respecter le deuxième principe et de prendre en considération le plus large éventail possible d’utilisateurs experts, le MIPDI tente de prendre en compte une vaste gamme de capacités et de les mettre en relation avec d’autres influences ou facteurs de risque comme l’entretien, la sécurité, les conditions du site, la géographie, la typologie et l’esthétique.

Les Normes et lignes directrices jouent aussi un rôle essentiel dans la prise de décision. D’ailleurs, le Parlement du Canada l’enchâssera bientôt dans le projet de loi C-23, Loi concernant les lieux, personnes et événements d’importance historique nationale ou d’intérêt national, les ressources archéologiques et le patrimoine culturel et naturel, qui est, au moment d’écrire ces lignes, en deuxième lecture à la Chambre des communes. D’autres influences et risques, comme les sensibilités environnementales ou culturelles, varieront en fonction de la typologie du bâtiment et de la norme envisagée.

On part généralement du principe que les caractéristiques d’accessibilité ne sont là que pour aider les personnes ayant des handicaps importants et évidents à accéder à un environnement. Dans une installation fédérale, toute la gamme des utilisateurs sociaux y gagnerait si on prenait en compte leur utilisation et leur sécurité. En fonction des facteurs d’influence et de risque, il se peut que la participation des utilisateurs experts change ou soit ajoutée tout au long du processus itératif, à mesure que de nouvelles questions apparaissent au fil des itérations. Ceci nous amène au principe suivant du MIPDI.

* + - 1. Principe no trois : Que les normes existantes soient adaptables et intégrées dans des conceptions qui conviennent à l’utilisation quotidienne et qui respectent l’interdépendance des êtres humains et leur intersectionnalité;

Le troisième principe de l’examen d’un édifice fédéral du patrimoine permet de s’éloigner d’une norme ou d’une ligne directrice et de ses exigences normatives, pour passer de la conception propre à un handicap à une approche plus intégrée. Pour parvenir à une approche intégrée, il faut reconnaître et accepter le fait que chacun d’entre nous dépend des autres et interagit avec eux dans cet environnement. Cela renvoie au principe énoncé dans le document de la Papworth Trust, à savoir « l’utilisation d’une approche intégrée et générale » (2008, p. 8).

Le MIPDI part du principe qu’il n’est pas nécessaire que les normes contiennent des exigences d’accessibilité distinctes pour les édifices patrimoniaux, étant donné que les besoins en matière d’accessibilité ne changent pas en fonction de l’âge ou de la vocation des édifices.

Pour qu’un élément construit soit réellement inclusif, il doit être assujetti à tout un ensemble de normes de conception. Roger Coleman et coll. parlent de la disparité qui existe entre les normes des différents pays. Selon eux, les normes et la législation doivent être rédigées de manière à nous faire évoluer vers « l’inclusivité plutôt que vers des dispositions spéciales » (Coleman et coll., 2006, p. 8). Il est essentiel de disposer d’une norme qui tienne compte non seulement de l’expérience de l’utilisateur final, mais aussi des pratiques internationales en matière de rénovation patrimoniale et de patrimoine culturel.

Il est tout aussi essentiel de déterminer quand et où ces normes sont nécessaires pour améliorer la capacité de tous de participer au patrimoine culturel du Canada. En pratique, le MIPDI devrait exclure le besoin de normes spécialisées et mettre l’accent sur la dépendance mutuelle des êtres humains entre eux et avec leur environnement.

En juillet 2008, à l’occasion de la conférence de l’Institut canadien des urbanistes, Marilyn Hamilton a présenté des recherches intéressantes qui appuient la nécessité de tenir compte de la dépendance mutuelle des êtres humains dans les prises de décisions gouvernementales. Elle a notamment abordé le concept de « maillage » (Hamilton, 2008, p. 173-221).

Dans son ouvrage intitulé Integral City, Hamilton explique que la fonctionnalité des villes dépend en grande partie de la façon dont les gens qui y habitent communiquent, interagissent et dépendent les uns des autres, comme les abeilles d’une ruche (221). Elle appelle cette interdépendance le « maillage ». Elle explique que la survie et la fonctionnalité des villes dépendent de l’interaction des « familles, des groupes d’intérêt, des professions, des gouvernements, des entreprises, des organisations non gouvernementales, des réseaux sociaux, des consortiums et des réseaux auto-organisés, et des capacités qu’elles partagent » (83 - 91). Le maillage est vraiment l’essence même du patrimoine culturel. Cela concerne la façon dont nous nous sommes rassemblés, en tant que Canadiens, pour créer l’histoire; et nos édifices patrimoniaux racontent en partie le récit de cette histoire.

Dans son ouvrage intitulé The Regulatory Craft, Malcolm K. Sparrow réaffirme la nécessité de consulter les personnes concernées par un problème donné. En effet, il plaide en faveur d’une modification des responsabilités réglementaires des pouvoirs publics de manière à ce qu’ils aient à s’acquitter d’obligations plutôt que d’offrir un service à la clientèle. Selon lui, toutes les formes d’agences de réglementation gouvernementales

« doivent créer, ou prêter attention à, des techniques et des systèmes qui permettent de rendre visible l’invisible et de repérer rapidement les problèmes émergents, avant que le mal ne soit fait [...], donnant ainsi la parole à des groupes ou à des intérêts qui, autrement, ne pourraient peut-être pas se faire entendre ». (2000, p. 192).

Sparrow poursuit :

« Les agences de réglementation doivent également inclure à dessein d’autres personnes à l’étape d’analyse de la résolution de problème ou d’évaluation du risque. Elles doivent présenter les analyses préliminaires et les options proposées à l’extérieur de l’agence, en incitant les communautés à peser le pour et le contre de chacune d’entre elles, et en dénichant les personnes qui pourraient contribuer à une solution » (2000, p. 193).

Lorsqu’on élabore et qu’on applique des normes pour un élément de l’environnement bâti, il faut tenir compte, dans la prise de décision, de toute la complexité des différents groupes sociaux qui utiliseront le produit fini. Il faut aussi prendre en considération la façon dont ces différents groupes sociaux influent les uns sur les autres.

Pour qu’il y ait une véritable interdépendance, il faut que tous les groupes sociaux partagent la responsabilité des décisions prises pour cet élément ou cet environnement bâti. Hamilton confirme que des professionnels doivent s’asseoir à la table parmi les personnes qui relient les mailles, mais elle recommande aussi chaudement d’écouter la voix de la société civile, tout aussi puissante. Marilyn a finalement fait jaillir la lumière pour notre équipe. Elle parle de la façon dont les personnes qui relient les mailles peuvent tirer les renseignements et les connaissances provenant de toutes les sources et fusionner les « motifs fractals » (Hamilton 2008, p. 91, 238) ou les similitudes pour en faire une nouvelle conception, qu’on pourrait peut-être appeler une solution de rechange.

Dans son ouvrage The Necessary Revolution, Peter Senge parle de la nécessité de reconnaître « les schémas qui font partie de notre expérience quotidienne, mais qui passent souvent inaperçus » (2008, p. 189). Il parle de la nécessité de dépasser nos propres « barrières mentales » (p. 179) afin d’avoir une vision plus large des choses. Il s’appuie sur le modèle de « pensée systémique » exposée par Checkland (2000, p. S11 – S39) qui consiste à reconnaître les modèles applicables qui sont à la fois réalisables et utilisables.

Dans le domaine du patrimoine, on s’efforce de faire tomber ces barrières mentales en passant de la simple préservation d’une installation au récit fondé sur le patrimoine culturel. Ce changement nécessite qu’on mette en place un processus qui permette de fusionner les renseignements obtenus en consultant chacun de ces silos d’information. Le MIPDI présente un modèle qui facilite cette fusion des connaissances et offre un moyen d’aplanir toute divergence qui pourrait apparaître.

Charles Landry (2000) appuie ce point de vue sur la dissolution des silos d’information. Il propose une stratégie en cinq étapes visant à rendre le travail d’élaboration plus efficace dans un environnement gouvernemental. Il réaffirme que nous devons reconnaître que nous abordons les choses de manière limitée, faire de la pensée créative une stratégie clé, nous ouvrir au point de vue d’autres disciplines et reconnaître que les ressources utiles existent nécessairement déjà. Dans son ouvrage intitulé The Creative City : A Toolkit for Urban Innovators, Landry déclare :

« Le type et l’ampleur des problèmes des... (les édifices patrimoniaux et les différents décideurs)... varient, mais même ces différences offrent des possibilités d’apprentissage mutuel. Les solutions ont souvent des principes sous-jacents communs, tels que :

* La nécessité de faire participer les personnes concernées par un problème à la mise en œuvre des solutions;
* La création d’un environnement propice à la résolution des problèmes, qui offre la possibilité d’apprendre dans un esprit d’ouverture, tant pour les décideurs que pour les personnes touchées par ces décisions;
* La création de solutions qui soient culturellement, économiquement, socialement et écologiquement durables (2000, p. 20).

L’externalisation de la résolution des problèmes conduit à des solutions non durables parce que le processus d’apprentissage essentiel n’a pas été compris » (2000, p. 29).

Landry conclut en disant que « toute idée créative a une durée de vie limitée » (2000, p. 205), ce qui signifie qu’il faut utiliser le processus créatif comme un continuum de consultations régulières et d’itérations des solutions. La mise en commun des idées et des solutions de rechange en matière d’accessibilité au moyen de sources libres pourrait favoriser un continuum d’ajustements et d’incitations à la créativité de manière à parvenir à une idée encore meilleure. Cela pourrait également avoir une incidence ultérieure sur les évaluations post-occupation recommandées.

* + - 1. Principe no quatre : Que le processus utilisé pour mettre au point des solutions de rechange en matière d’accessibilité soit reproductible.

Selon le quatrième principe de l’examen d’un édifice fédéral du patrimoine, le processus de prise de décision doit être continu et itératif, soutenant le concept de rétroaction et de circulation de l’information vers l’aval adopté dans le MIPDI. Ce processus itératif s’inspire fortement de la méthodologie des systèmes souples (MSS) (Checkland, 2000).

Il s’agit d’une technique de résolution des problèmes qui prend en considération de multiples idées et besoins. Dans la pratique, c’est une technique de nature participative, ce qui signifie que les gens participent activement à la conception et à l’analyse de la conception finale d’un environnement bâti. La méthodologie des systèmes souples fournit le contexte nécessaire pour soutenir le processus itératif de retour d’information et de circulation de l’information vers l’aval. À chaque itération de l’examen d’une installation patrimoniale, y compris l’évaluation post-occupation, les décideurs peuvent varier en fonction des nouveaux risques et influences qui ont été relevés, ce qui diffère de la MSS, où les acteurs sont toujours les mêmes.

Dans The Regulatory Craft, Sparrow relève un certain nombre d’expressions clés pour un système de résolution de problèmes à long terme, notamment la nécessité de documenter « ce qui fonctionne vraiment » en créant un « répertoire d’idées issues de projets antérieurs » (2000, p. 225) afin d’améliorer l’efficacité et l’efficience. En créant une base de connaissances ou une base de données où consigner les réussites, on pourrait accélérer le processus de changement et apporter un plus large éventail d’idées à la table. Sparrow souligne que cela pourrait contrer l’argument que les praticiens mettent constamment de l’avant, à savoir qu’ils manquent de temps pour résoudre les problèmes en profondeur.

Le MIPDI propose de prouver que la résolution réelle et pratique des besoins ne peut se faire que si un large éventail d’utilisateurs participent à un processus pratique de résolution de problèmes. Cette preuve prendra la forme d’un partage des connaissances, d’un examen itératif des édifices fédéraux du patrimoine jugés accessibles par le BEÉFP. Dans l’évaluation post-occupation, on doit sonder les utilisateurs pour connaître leur satisfaction devant les caractéristiques d’accessibilité mises en œuvre, et faire un suivi au moyen d’un retour d’information au sujet de tout nouvel obstacle à l’accessibilité relevé dans un bâtiment patrimonial.

Comme le respect des différences et l’apprentissage mutuel sont des éléments clés du MIPDI, il y a une nécessité inhérente de tenir compte de la manière dont nous devons tous interagir les uns avec les autres et dépendre les uns des autres dans tout environnement, ainsi que de la manière dont nous dépendons de l’environnement lui-même et interagissons avec lui. Cela nous amène au cinquième principe.

* + - 1. Principe no cinq : Que la solution d’accessibilité qui en résulte crée une solution d’accès durable.

Le dernier principe du MIPDI stipule que le fait d’intégrer l’accessibilité dans les normes relatives aux édifices patrimoniaux doit mener à une solution durable grâce à une modification assurant l’accessibilité. Avant tout, les édifices patrimoniaux doivent être entretenus et conservés, de préférence en les réutilisant.

Dans certains cas, il n’est pas raisonnablement possible d’appliquer les normes d’accessibilité existantes, mais il faut tout de même assurer la conservation de l’édifice patrimonial et préserver son histoire. Pour parvenir à atteindre l’objectif de conservation et d’inclusion, il faut user de moyens créatifs.

Il faut trouver une solution de rechange en matière d’accessibilité. Les solutions de rechange en matière d’accessibilité doivent être applicables, utilisables et adaptables à diverses configurations, selon le contexte. Par exemple, bien que chaque édifice patrimonial soit unique en son genre, il faut consigner et conserver les solutions qui permettent de supprimer un obstacle pour qu’on puisse éventuellement les réutiliser dans d’autres édifices patrimoniaux.

En outre, le coût de la solution doit être évalué sur toute sa durée d’utilisation, puisqu’elle servira à un grand nombre de visiteurs et d’employés pendant toute sa durée de vie. Une solution de rechange en matière d’accessibilité ne peut pas être temporaire ni partielle; elle doit ajouter à l’édifice patrimonial et au « récit » patrimonial dans le cadre d’une conception solide. Il ne devrait pas être nécessaire d’enlever et de remplacer le dispositif d’accessibilité au cours des prochaines années. On réduit ainsi les déchets de construction, ce qui est une caractéristique de la durabilité.

On a consulté l’ouvrage Universal Design Handbook à propos de l’élaboration des normes d’accessibilité et d’études générales sur la conception universelle. Dans le chapitre Creating an Accessible Public Realm de cet ouvrage, Sandra Manley (2001) affirme qu’« il est important d’inclure les personnes handicapées, les professionnels expérimentés et les étudiants parmi les évaluateurs de la conception universelle » (Preiser and Ostroff, éd., 2001, p. 58.17).

On pourrait faire valoir que la phase d’évaluation intervient beaucoup trop tard dans le processus et qu’elle n’aboutira pas à une solution d’accès durable. Si on constate un problème d’accès pendant l’évaluation, on ne pourra le rectifier qu’au prochain cycle de modification de la construction. Ne serait-il pas préférable que ce groupe de personnes participe à l’application des normes ou à l’élaboration de solutions de rechange en matière d’accessibilité avant la construction plutôt qu’après?

Le MIPDI se veut inclusif aux étapes de conception et d’évaluation du projet, mais il appuie aussi la nécessité d’une étape de création de solutions de rechange en matière d’accessibilité afin qu’on puisse mettre en œuvre de solutions créatives et inédites dans les édifices patrimoniaux, lesquels sont aussi créatifs et inédits en raison de leur conception, des matériaux utilisés et de la construction.

En résumé, la documentation disponible nous apprend qu’on a besoin d’un large éventail d’expérience utilisateur et de facteurs humains, ainsi que d’une expertise apprise, pour pouvoir décider de la meilleure manière de garantir l’accessibilité des édifices patrimoniaux, ou encore, d’opter pour une solution de rechange en matière d’accessibilité. Dans les domaines de l’ingénierie et de l’architecture, ainsi que dans l’expérience des utilisateurs experts, on admet qu’il y a plusieurs influences, à part les caractéristiques patrimoniales telles que décrites dans le document Normes et lignes directrices, qui peuvent jouer sur la prise de décision concernant les modifications.

Parmi ces influences, citons l’histoire associée à un édifice patrimonial, la géographie du site, sa typologie, etc. Ces éléments peuvent se répercuter sur la façon dont on applique une norme dans un environnement donné. Ce qui semble être la lacune la plus importante dans l’élaboration de solutions pour la conception patrimoniale est la reconnaissance du fait que les utilisateurs experts devraient comprendre des personnes de taille, de forme, d’âge, d’expérience, d’horizons et d’aptitudes variés.

Les travaux des chercheurs et des planificateurs comme Keates et Clarkson, Lantrip, la Papworth Trust, Landry, Sparrow et Hamilton fournissent une base pour qu’au Canada, on finisse par reconnaître qu’il serait judicieux, du point de vue de la durabilité, d’aborder l’application des normes relatives au patrimoine et la conception accessible avec une approche intégrée.

Le MIPDI vise à combiner ces approches pour créer un forum de consultation inclusif menant à l’élaboration d’une méthode durable d’application des normes prescriptives existantes. Grâce aux résultats de cette recherche, nous espérons recommander une application plus large de ce modèle itératif de prise de décision inclusive qui pourrait être utilisé pour les édifices fédéraux du patrimoine, tout en le rendant pertinent pour la planification en conservation du patrimoine à d’autres échelons : provincial, territorial, municipal, et dans le secteur privé.

## Éclairer la définition des normes applicables aux édifices fédéraux du patrimoine :

### Processus concernant les possibilités de changement. Et maintenant?

Lors d’une rencontre avec un historien urbain qui siège au comité du patrimoine de la ville de Winnipeg, sa définition de bon nombre de nos édifices patrimoniaux a été essentielle. Partout au Canada, dans le monde du patrimoine, il y a une crainte que l’on perde notre histoire à cause de la « détérioration des édifices par les pigeons » (Peterson, 2023).

Tous les membres de notre groupe de travail conviennent qu’il faut éviter à tout prix l’abandon des édifices patrimoniaux. Personne ne veut voir les édifices qui représentent l’histoire du Canada se détériorer et tomber en ruine parce qu’ils sont inutilisés ou sous-utilisés, sans entretien adéquat. Raison de plus pour veiller à les améliorer afin de les rendre accueillants pour tous ceux qui ont besoin ou envie de visiter et d’expérimenter ces sites.

La réutilisation des édifices patrimoniaux est une étape importante pour parvenir à un Canada durable et accessible. Il faut évaluer avec soin la possibilité de préserver notre patrimoine culturel en utilisant ces édifices et en faire une priorité, mais la réutilisation sans l’inclusion n’est pas une option. Cela vient renforcer l’importance de mettre au point un processus qui garantira que ces édifices soient entretenus de manière à assurer l’accessibilité pour tous.

Au début du processus itératif, quelques principes clés ont été avancés lors de la discussion de groupe pour guider ce travail. L’un des experts en droits de la personne a fait remarquer que nos lois, règlements, normes et codes, bien que solides, ne sont que des systèmes et des structures créés par des personnes et que, même s’ils semblent immuables, on peut les interpréter de la manière qui nous convient.   
  
Au cours des discussions de groupe, cet expert a affirmé qu’il était toujours possible d’interpréter les lois et les codes. Toutefois, ce sont les droits de la personne qui fondent toutes les discussions sur l’accessibilité. Le principe fondamental des droits de la personne est que nous naissons tous libres et égaux en dignité et en droits. Ce qui a été suggéré au groupe, c’est de garder le cap sur les droits de la personne... Quelle est la raison première de ce que nous faisons? C’est pour que les gens soient traités sur un pied d’égalité les uns avec les autres » (Khan, 2022).   
  
L’expert en droits de la personne a poursuivi en disant que le principe de base à retenir, bien sûr, c’est d’aborder tout ce projet sous l’angle des droits de la personne. Reconnaître que la discrimination consiste à traiter quelqu’un différemment des autres, sans motif raisonnable, sur la base de l’une des caractéristiques définies dans la Charte canadienne des droits et libertés. Dans le projet qui nous occupe, il s’agit du handicap. L’adaptation raisonnable (l’obligation d’adaptation) est une extension de cette définition de la discrimination. En vertu de ce principe, il faut apporter les modifications nécessaires pour assurer l’accessibilité, dans les limites de ce qui est raisonnable.

### Des voix plus informées pour participer à une approche interdisciplinaire

Comme nous l’avons déjà mentionné, notre analyse documentaire a permis de conclure qu’il est souhaitable qu’un plus grand nombre de points de vue soient entendus dans les projets concernant les édifices patrimoniaux. Au cours des diverses entrevues, les planificateurs en conservation du patrimoine et les concepteurs professionnels, de même que les personnes handicapées, se sont montrés très intéressés à ce qu’un plus large éventail de la population canadienne collabore à la discussion sur l’accessibilité des édifices fédéraux du patrimoine désignés.   
  
Il a également été reconnu de façon retentissante que les Normes et lignes directrices actuelles n’abordent pas vraiment l’aspect juridique de l’accessibilité des édifices patrimoniaux, ni la complexité des questions qui s’y rattachent. Comme nous l’avons déjà mentionné, de nombreuses personnes ont exprimé le souhait, au cours du projet, de créer un processus ou un outil de suivi qui puisse soutenir et renforcer la collaboration entre les personnes ayant une expérience vécue et les différentes disciplines concernées.   
  
Dans le cadre du processus itératif, les professionnels en patrimoine ont expliqué plus en détail le concept de préservation du patrimoine, qui a évolué, passant d’une perspective que l’on pourrait qualifier d’étroite, axée sur la préservation des artéfacts et des détails, à une perspective plus large et plus contemporaine, axée sur le patrimoine culturel au moyen de la narration de l’histoire du patrimoine.   
  
L’un des points clés de l’une des réunions du groupe, c’est quand on a remis plusieurs fois en question les conditions actuelles du lieu historique national de la Maison-Riel, à Winnipeg. La façon de justifier les éventuelles modifications à apporter et la complexité que représente l’aménagement d’une voie de circulation accessible sur les deux étages de la minuscule surface de la Maison-Riel semblaient insurmontables. Les limites de l’espace intérieur de la maison de trois pièces ajoutent aux obstacles qui empêchent de bien profiter des expositions de petits artéfacts à l’intérieur de l’édifice.  
  
Selon un professionnel en patrimoine, l’importance de la Maison Riel ne réside pas dans les artéfacts individuels, ni dans l’expérience des visiteurs sur le site. Son importance réside dans sa valeur culturelle, liée à la fondation de la Nation métisse. Le homestead et ses terres, y compris les jardins potagers actuels, sont l’un des derniers exemples du type d’établissement des Métis sur des lots riverains.   
  
La célébration de la culture métisse et le récit de son histoire au sein de la communauté constitueraient une expérience bien plus importante. Cette discussion est devenue l’un des moments clés du groupe. En effet, une expérience accessible est de nature dynamique plutôt qu’une simple exposition statique.

La discussion a débouché sur des concepts hypothétiques, notamment l’idée de repas communautaires que les représentants de la Nation métisse pourraient organiser dans l’espace ouvert de la cour pour les visiteurs. Le repas pourrait comprendre des produits récoltés dans les potagers du site, plantés et entretenus par la Fédération Métisse du Manitoba. Il pourrait s’agir d’une expérience inclusive pour toutes les personnes désireuses de visiter le site.   
  
La nécessité de voir une bouilloire ou une cuillère de bois à la Maison-Riel et d’en comprendre l’importance ne permet pas de saisir pleinement toute l’histoire des Métis. Le récit de l’histoire des Métis et l’expérience des activités quotidiennes comme la cuisine et le partage de la nourriture dans l’environnement d’un homestead métis, voilà ce qui constitue l’expérience caractéristique de ce lieu.   
  
Au cours des discussions avec les planificateurs en conservation du patrimoine et les spécialistes de la rédaction de codes, il a été clairement établi que la conception d’un environnement accessible dans un édifice patrimonial est complexe et qu’aucune profession ou perspective ne saurait fournir suffisamment d’informations ou d’arguments pour pouvoir recommander la voie à suivre pour accommoder le plus grand nombre possible d’utilisateurs. Les architectes, les consultants et les planificateurs en conservation du patrimoine, les ingénieurs, les personnes handicapées et les experts en accessibilité, notamment, peuvent tous être amenés à participer à la discussion pour tenter d’abattre un obstacle donné.   
  
L’idée de demander à un plus grand nombre de personnes de participer à l’examen des édifices fédéraux du patrimoine désignés et à la prise de décisions en matière d’accessibilité est corroborée, sachant qu’il existe une relation directe entre droits et responsabilités qui ne peut être rompue. Dans un article d’opinion paru le 10 décembre 2021 dans le Ottawa Citizen, Isha Khan et Marie-Claude Landry affirment ce qui suit :

« Tout le monde prétend soutenir les droits de la personne, mais on ne reconnaît pas toujours que les libertés individuelles s’accompagnent toujours de responsabilités individuelles envers les autres, envers nos aînés et nos enfants, nos voisins et notre communauté mondiale. » (2021)

Cela plaide en faveur d’une approche plus large dans l’examen et l’approbation de l’accessibilité des édifices patrimoniaux. Cette approche ne doit pas réunir uniquement des acteurs de la conception professionnelle et du patrimoine. En effet, ces derniers ne peuvent accepter, par procuration, la responsabilité pour ceux qui ne participent pas au processus décisionnel, en se disant qu’une solution proposée protégera les droits des autres.

### Reconnaître l’intersectionnalité dans le patrimoine culturel canadien

Les réunions de groupe ont permis d’explorer le chevauchement et l’interdépendance des obstacles dans les édifices et sites patrimoniaux. En effet, les discussions ont permis de comprendre que les obstacles ne sont pas propres à un seul groupe identifiable, et qu’ils sont cumulatifs. Les obstacles ne sont pas seulement physiques ou sensoriels, ils peuvent aussi être psychologiques, émotionnels ou même culturels.

C’est un fait reconnu que les sites patrimoniaux ont, ou donnent l’impression d’avoir, une histoire qui date d’une époque où la société acceptait plus l’oppression à l’égard de divers groupes identifiables. Il existe des édifices et des sites où les gens savent qu’il y a eu oppression, comme les pensionnats indiens et les prisons. Certaines personnes se sentent très mal à l’aise lorsqu’elles se trouvent à proximité d’un lieu où se sont déroulés des événements tristement célèbres de notre histoire.   
  
On a aussi parlé du fait que certains édifices patrimoniaux peuvent avoir la même apparence ou les mêmes caractéristiques que des sites où des actes d’oppression ont eu été commis dans l’histoire, et que les visiteurs pourraient avoir des réactions émotionnelles similaires. Les pensionnats religieux, par exemple, ont souvent un style et une construction similaires à ceux des pensionnats indiens et des établissements pour personnes handicapées.  
  
Ces réactions peuvent constituer des obstacles à l’accessibilité dans certains sites patrimoniaux et s’ajouter aux obstacles physiques plus évidents. L’effet cumulatif des barrières psychologiques et sensorielles peut être écrasant pour certaines personnes, par exemple dans des espaces exigus ou étroits, ou dans des endroits profonds et mal éclairés.   
  
Le projet a mis en évidence la nécessité de fournir de l’information au sujet du site, notamment des renseignements clairs et concis sur le contexte et sur les obstacles à l’accessibilité, et ce, avant l’arrivée sur les lieux. C’est essentiel pour permettre aux visiteurs d’éviter l’intersectionnalité personnelle inhérente aux obstacles d’un site donné, ou de s’y préparer.

### Processus proposé pour encourager, approuver et communiquer les solutions de rechange en matière d’accessibilité

Les codes de construction normatifs existants et les normes de conservation du patrimoine fournissent des orientations qui peuvent être faciles à appliquer à certains édifices patrimoniaux et qui peuvent répondre à certains aspects de l’accessibilité. Au cours du projet, il est apparu qu’une partie du problème des environnements inaccessibles vient du fait que les exigences en matière d’accessibilité ne sont pas appliquées ou que les mesures de conservation du patrimoine entrent en conflit avec les exigences normatives en matière d’accessibilité.

Les réunions de groupe et les diverses discussions avec les spécialistes du droit ont permis de clarifier un aspect fondamental de ce problème : la législation sur les droits de la personne ne contient aucune exemption pour la protection ou la conservation des édifices.   
  
Comme les édifices patrimoniaux sont généralement des entités exemplaires et uniques, l’application de solutions d’accessibilité dans ces édifices se heurte parfois à des conflits évidents. C’est particulièrement vrai lorsqu’on tente d’appliquer les solutions acceptées décrites dans les exigences d’accessibilité normatives du code du bâtiment.

La plupart des édifices fédéraux du patrimoine désignés ont été construits avant que des codes du bâtiment ne soient publiés Canada, ou encore, à une époque où aucune intention en matière d’accessibilité n’avait encore été formulée et où aucune loi relative aux droits de la personne n’exigeait qu’on assure l’accessibilité aux édifices. Appliquer aujourd’hui à un édifice patrimonial des exigences d’accessibilité fondées sur les codes, les techniques de construction et les matériaux actuels peut s’avérer décourageant, voire contradictoire avec l’intention de la théorie classique de la préservation du patrimoine.   
  
Une partie de ce qui justifie le concept de solutions de rechange en matière d’accessibilité a été confirmée au Canada à l’époque où on a rédigé les codes axés sur les objectifs. En effet, on a reconnu le fait que, dans le cas de certains des édifices les plus anciens du Canada, il y avait des situations où la solution acceptée prescrite par le code du bâtiment n’était pas possible, pour des raisons techniques.

Au départ, les solutions de rechange pour les anciens édifices étaient souvent dictées par un souci de sécurité et de protection en cas d’incendie. Comme il n’était pas possible de rendre les anciens édifices conformes aux exigences des codes du bâtiment d’aujourd’hui en matière d’incendie et de sécurité, ces édifices demeuraient inoccupés. Cela conduisait à des édifices abandonnés qui étaient laissés à l’abandon et se détérioraient.   
  
Avec l’aide d’ingénieurs professionnels, on a entrepris de créer des détails de conception de rechange qui répondent aux exigences en matière de sécurité incendie. Ce travail a conduit à un processus d’élaboration de solutions de rechange qui a été officialisé par de nombreuses autorités au Canada et qui a été bien documenté dans les secteurs de l’ingénierie et de la conception des bâtiments.

Depuis de nombreuses années, le concept de solutions de rechange fait partie du code du bâtiment canadien. Un document de travail intitulé Recommended Documentation Requirements for Projects using Alternative Solution in the Context of Objective-Based Code, rédigé par J. Frye et coll. (1998), a mis en lumière le besoin de créer un processus plus officiel à la suite de la transition vers un code du bâtiment axé sur les objectifs.

Le document de travail aborde des questions qui, au moment de sa rédaction, n’allaient pas expressément dans le sens des exigences d’accessibilité, mais qui semblent aujourd’hui refléter et soutenir l’application directe de ce processus en ce qui concerne l’accessibilité des édifices patrimoniaux :

* Le fait de consigner la solution de rechange à l’étude peut fournir un registre des limites de l’utilisation ou de l’aménagement futur d’un édifice.
* La solution de rechange pourrait être invalidée par une proposition de modification future de l’édifice. Les concepteurs et les agences de réglementation doivent donc connaître les moindres détails des solutions de rechange qui avaient été approuvés à l’origine. Si on documentait complètement les solutions de rechange, les futures équipes disposeraient d’une trace écrite qui leur permettrait de comprendre les raisons pour lesquelles ces solutions ont été approuvées.
* Il est possible qu’avec le temps, une solution de rechange se révèle inadéquate. Il serait avantageux pour les autorités de savoir quels projets comprennent cette solution de rechange afin d’avertir les responsables des autres sites que d’autres changements sont nécessaires.
* La documentation au sujet d’un projet constitue une source d’information importante pour les équipes médico-légales qui peuvent être appelées à enquêter sur un accident, pour comprendre les raisons pour lesquelles une conception n’a pas fourni la performance attendue.
* La responsabilité d’un édifice peut aussi changer de mains au fil du temps. Un dossier complet pourrait aider les futures équipes de conception à déterminer les changements potentiels à venir. Il pourrait aussi garantir qu’à l’avenir, les propriétaires potentiels soient pleinement conscients des limites liées à l’utilisation ou à l’aménagement de l’édifice.   
  (Tiré du résumé de la page 2.)

Dans le document de travail, on fait remarquer qu’un dossier public contenant l’information au sujet de la solution de rechange est essentiel pour assurer le succès et pour nourrir la base de connaissance du secteur de la conception et de la construction.   
   
Le projet a permis de constater qu’il y a des appuis en faveur de la création d’un processus parallèle concernant les exigences d’accessibilité applicables aux édifices fédéraux du patrimoine désignés. Le projet suggère cependant que pour élaborer une solution de rechange en matière d’accessibilité, on fasse appel à l’expertise de divers domaines, notamment le domaine de l’accessibilité, y compris des personnes handicapées, afin d’intégrer les réalités de l’expérience vécue dans toute discussion sur une solution de rechange en matière d’accessibilité.   
  
Il convient d’envisager le recours à des solutions de rechange en matière d’accessibilité, puisque la société canadienne adhère à l’obligation juridique de faire les adaptations nécessaires pour que l’édifice soit accessible au plus grand nombre de personnes possible. Pour respecter l’aspect juridique de cette exigence dans les cas où un édifice patrimonial ne peut être accessible au plus grand nombre de personnes possible, on pourrait soutenir que l’édifice doit demeurer inoccupé. Et on se retrouverait encore une fois avec des édifices abandonnés.

L’analyse documentaire réalisée dans le cadre du projet a permis d’obtenir des renseignements sur ce que font d’autres autorités, ailleurs dans le monde, qui ont aussi adopté un processus défini pour élaborer des solutions de rechange en matière d’accessibilité. Dans certains cas, on a reconnu qu’une solution de rechange en matière d’accessibilité pouvait devenir inefficace ou non fonctionnelle en raison de changements, physiques ou technologiques, survenus dans l’édifice. Certaines compétences exigent que les solutions de rechange en matière d’accessibilité soient révisées régulièrement.  
  
Selon le groupe de travail, il serait logique d’envisager la possibilité d’examiner régulièrement les solutions de rechange en matière d’accessibilité, étant donné que la technologie, en particulier la technologie d’assistance pour les personnes handicapées, peut changer plusieurs fois au cours de la durée de vie typique d’un édifice. De ce fait, toute utilisation d’une solution de rechange en matière d’accessibilité doit inclure des examens périodiques pour s’assurer qu’elle constitue toujours la mesure d’adaptation voulue.   
  
Dans le cadre des discussions sur le processus créatif d’élaboration de solutions de rechange en matière d’accessibilité, on a mentionné le fait que l’affichage public des idées novatrices éprouvées permettrait aussi aux équipes de conception d’autres projets patrimoniaux de trouver l’inspiration pour aménager et améliorer d’autres édifices patrimoniaux. Les solutions novatrices qui ont fait leurs preuves peuvent faire jaillir des idées encore meilleures. Les idées créatives d’une solution de rechange en matière d’accessibilité peuvent aussi constituer le point de départ de changements fondamentaux dans les exigences prescrites par les codes et les normes.

### Processus proposé concernant les exemptions temporaires afin de permettre des changements futurs

Comme le décrit le modèle itératif de prise de décision inclusive pour les édifices patrimoniaux, il y aura des situations où l’objectif d’accessibilité d’un édifice fédéral du patrimoine désigné ne pourra pas être atteint en raison de problèmes de conception technique ou de conformité. Dans un tel cas, il pourrait être possible de demander un permis d’exemption temporaire.   
  
En ce qui concerne l’ensemble des édifices fédéraux du patrimoine désignés, il faut savoir que la majorité de ces édifices ne répondraient probablement pas aux exigences d’accessibilité minimales du code du bâtiment, sans parler des obligations d’accessibilité plus larges requises en vertu des pratiques exemplaires, comme la norme CSA B651-23. Si on veut respecter la législation relative aux droits de la personne, on peut laisser entendre que ces édifices patrimoniaux ne devraient pas être occupés ou utilisés tant qu’ils ne seront pas adaptés de manière à répondre aux besoins du plus grand nombre d’utilisateurs possible. Cela implique que le récit du patrimoine culturel collectif ne devrait pas être disponible tant que tout le monde n’aura pas accès aux différents édifices patrimoniaux.   
  
Bien que l’intention soit noble, cette approche pourrait avoir des conséquences inattendues, allant de l’abandon d’édifices patrimoniaux à une perte bien plus importante de sagesse ou de leçons apprises. Bien que diverses personnalités historiques aient exprimé cette idée, c’est à Winston Churchill qu’on attribue généralement cette déclaration, dans un discours prononcé en 1948 devant la Chambre des communes britannique : « Ceux qui ne tirent pas les leçons de l’histoire sont condamnés à la répéter ». Il faut entretenir la conscience de l’histoire patrimoniale si on veut éduquer et informer les générations futures.   
  
On sait que la technologie évolue très rapidement aujourd’hui et que de nouveaux matériaux, de nouvelles techniques et de nouvelles technologies d’assistance arrivent constamment sur le marché. On sait aussi que les édifices et sites patrimoniaux peuvent être des entités complexes et qu’il peut être très difficile de les modifier, d’où des délais d’aménagement assez longs.   
  
La désignation d’un édifice patrimonial, par exemple, peut reposer sur les finitions intérieures et les systèmes de construction. L’un de ces systèmes pourrait être un ascenseur à cage ouverte d’origine, de style plus ancien, qui fournit la voie d’accès accessible vers les autres étages. Il est possible de remettre à neuf tous les composants mécaniques de cet ascenseur, comme les moteurs et les câbles, afin que l’ascenseur puisse être utilisé en toute sécurité par les occupants. Par contre, on ne pourrait pas se contenter d’adapter l’unique commande électrique de cet ancien ascenseur à l’aide d’un produit commercial facilement disponible pour ajouter une sortie vocale afin d’annoncer les étages dans la cabine de l’ascenseur.

Le ministère ou les gardiens responsables de cet édifice pourraient demander à une commission d’examen un permis d’exemption temporaire pour cet aménagement d’accessibilité afin de disposer du temps nécessaire pour mettre au point, tester et installer une solution électronique sur mesure. Pendant la période visée par le permis d’exemption temporaire, l’édifice pourrait être occupé et utilisé par le ministère occupant.   
  
Un autre exemple où l’on pourrait demander un permis d’exemption temporaire, c’est dans le cas d’un édifice patrimonial doté de deux portes d’entrée extérieures qui répondraient aux critères d’une entrée accessible. Dans le cadre du processus de développement, un nouveau passage piéton adjacent à l’entrée principale est prévu pour l’année suivante. L’entrée latérale actuelle, qui est une entrée secondaire, est accessible, mais n’est manifestement pas le principal point d’entrée de l’édifice.

Un permis d’exemption temporaire pourrait être demandé pour suggérer que l’entrée secondaire soit utilisée comme chemin de circulation accessible. Un comité d’examen pourrait étudier la demande et l’autoriser, mais seulement à la condition que toutes les personnes entrant dans l’édifice soient dirigées vers l’entrée secondaire jusqu’à la fin des travaux, après quoi chacun pourra emprunter l’une ou l’autre porte, quelles que soient ses capacités. Pendant la période visée par le permis, l’entrée principale de l’édifice devra être condamnée pour tous les utilisateurs.  
  
L’intention du permis d’exemption temporaire repose sur l’idée qu’il existe une solution potentielle à un obstacle connu, mais qu’on a besoin d’un certain temps pour la réaliser. L’occupation générale du reste de l’édifice patrimonial devrait être autorisée dans l’intervalle. Le groupe de travail a exprimé le souhait que le permis d’exemption temporaire soit assorti de frais. Cet aspect est abordé plus en détail à la page 77, dans la section intitulée Appui supplémentaire en faveur du changement.   
  
Les obstacles importants, comme l’absence d’une voie de circulation obligatoire vers une surface de plancher ou l’installation de toilettes accessibles, ne pourraient faire l’objet d’un permis d’exemption temporaire. Cela relèverait de l’autorité du comité d’examen, puisque c’est à lui de veiller à ce que l’accessibilité fondamentale soit assurée.

### Procédure proposée concernant le permis d’entretien et de protection

Comme le décrit le modèle itératif de prise de décision inclusive pour les édifices patrimoniaux, il y aura des situations où il ne sera pas possible d’atteindre l’objectif d’accessibilité d’un édifice fédéral du patrimoine désigné à cause d’obstacles qui, fondamentalement, ne peuvent être surmontés en raison du manque de possibilités techniques ou à cause de contraintes inhérentes au site qui empêchent de faire les modifications voulues pour rendre l’édifice accessible et inclusif.

Les discussions du groupe de travail ont été longues et des opinions tranchées ont été exprimées soutenant la position selon laquelle si un édifice patrimonial ne peut pas répondre aux exigences prévues par la loi concernant l’accessibilité et l’inclusion d’un large éventail d’occupants, alors cet édifice ne devrait pas être couramment occupé par qui que ce soit.

Le groupe a également convenu qu’il n’était pas souhaitable que des édifices fédéraux du patrimoine soient retirés de la liste des édifices désignés, ni qu’ils soient mis en péril en étant laissés à l’abandon. Le groupe a convenu que les gardiens de ces édifices patrimoniaux devraient demander un permis d’entretien et de protection.

Dans la demande de permis, il faudrait fournir les données qui prouvent qu’il n’existe pas d’options techniques réalistes, de même qu’un plan d’entretien de l’édifice et du site qui assure la préservation de l’édifice patrimonial pour les générations à venir. Le permis devrait également être assorti de frais et s’accompagner d’un échéancier pour la résolution des obstacles ou le renouvellement du permis. Le groupe de travail a insisté sur le fait qu’il ne devait pas s’agir d’un mécanisme auquel on recourrait par défaut en raison du coût des modifications requises pour assurer l’accessibilité.

## Le modèle de contribution aux normes d’accessibilité telles qu’elles s’appliquent aux édifices fédéraux du patrimoine

### Préambule

Le modèle itératif de prise de décision inclusive (MIPDI) est basé sur le consensus auquel est parvenu le groupe de travail du projet et qui veut que les paramètres (mesures, quantités, détails, accessoires, etc.), les besoins fonctionnels et la base de l’accessibilité ne changent pas, quels que soient l’âge de l’édifice, son type de construction, son emplacement géographique ou sa vocation. La désignation de « statut patrimonial » ne dispense pas de l’engagement ni de l’obligation juridique d’assurer l’accessibilité et l’inclusion d’un large éventail d’occupants.   
  
Dans ses discussions, le groupe de travail en est aussi venu à la conclusion que, dans certains cas, il faudra faire preuve de créativité, proposer plusieurs options et concocter des solutions de rechange en matière d’accessibilité pour rendre les édifices patrimoniaux accessibles et inclusifs. Toutefois, pour assurer l’équilibre du modèle proposé, il faut obtenir le point de vue de toutes les personnes concernées dans le processus d’évaluation de toute option créative ou solution de rechange.

Le groupe de travail a clairement convenu qu’en plus des perspectives et des voix des divers professionnels de la conception et de la conservation du patrimoine, il faut que des parties prenantes qui ne sont habituellement pas consultées participent aussi à ce processus. Il faut faire de ce degré de participation une priorité, avant même les premiers coups de pelle ou de marteau.

Le processus itératif utilisé par le groupe de travail a permis d’examiner plusieurs édifices fédéraux du patrimoine désignés. Les discussions au sujet des divers édifices ont mis en lumière des questions et des méthodologies qui ont été perfectionnées pour parvenir au MIPDI.

Comme nous l’avons déjà mentionné, le lieu historique national de la Maison-Riel a mis en lumière plusieurs questions clés, notamment la difficulté d’aménager une voie de circulation accessible dans de petits espaces intérieurs très restreints. En outre, cette itération a permis d’aborder les difficultés liées à l’aménagement d’une voie de circulation accessible vers d’autres étages dans des types d’édifices qui ne se prêtent pas facilement à l’installation d’un ascenseur mécanique pour contrer le problème d’un escalier très raide et confiné.

Les discussions ont également porté sur les conséquences et les obstacles imprévus que l’on peut encore rencontrer si l’on envisage la réalité virtuelle. Le groupe de travail a également compris le passage au patrimoine culturel, puisque ce site est activement associé avec la Fédération Métisse du Manitoba afin d’offrir une expérience métisse sur place.  
  
Une autre discussion a porté sur le Lieu historique national Province House, à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard), qui fait l’objet de travaux de restauration et de modifications depuis plusieurs années.

Les discussions à propos de ce site ont mis en lumière certaines des réalités avec lesquelles il faut composer dans le domaine de la conservation, notamment les coûts, les complexités, les échéanciers et les retards. Bien qu’il y ait beaucoup d’information publique au sujet de ce projet de longue haleine, il semble que l’on manque de données publiques au sujet des exigences en matière d’accessibilité à prendre en considération pour ce site, réputé pour être le lieu de naissance de la confédération du Canada.

Dans une autre discussion du processus itératif, on a abordé le récent projet de réaménagement du phare de Peggy’s Cove, en Nouvelle-Écosse, édifice fédéral du patrimoine classé. Cet examen nous a permis de comprendre que, dans certains cas, les visiteurs ne peuvent pas vraiment occuper l’édifice, mais que le patrimoine à découvrir est l’édifice situé sur le site. Le site a été grandement modifié dans le but de le rendre plus accessible aux personnes à mobilité réduite.

Les discussions se sont concentrées sur l’information publique que toute personne qui souhaite visiter le site peut se procurer. En se fondant sur des descriptions et de nombreuses photographies du site, plusieurs membres du groupe de travail ont exprimé leur inquiétude quant à la présence de lacunes ou d’obstacles résiduels auxquels pourraient se heurter les personnes souffrant de handicaps sensoriels.

Bien que le travail ait probablement été entrepris dans une intention d’inclusion, ce projet a fourni des données qui appuient la notion d’évaluations post-occupation. Il faudra impérativement confirmer que les modifications apportées favorisent la fonctionnalité nécessaire. L’évolution de la technologie et les attentes de la société auront également une incidence sur l’efficacité de la modification.   
   
Le groupe de travail a examiné l’information accessible au public décrivant la désignation patrimoniale de l’édifice de la Cour suprême à Ottawa. Cela a permis de s’interroger sur la portée et la validité des éléments caractéristiques répertoriés et sur leurs éventuelles répercussions sur la capacité à créer un environnement inclusif dans cet édifice.

Les actions en justice déposées à la Cour suprême sont empreintes de questions d’égalité et de recours judiciaires. Cet édifice est un exemple de conception qui n’est pas destinée à être inclusive. Le groupe a reconnu que la conception originale datait d’une époque où la justice était l’affaire d’un groupe exclusif identifiable, soit les membres de la profession juridique. Il semble que par le passé, et encore aujourd’hui, l’édifice de la Cour suprême ne permet pas la participation égale d’un large éventail de personnes handicapées.

Selon le groupe de travail, cet exemple est très problématique, puisque la fonction de cet édifice est d’abriter l’institution même qui est chargée d’examiner les inégalités et les préjudices subis par les individus au Canada et de rendre une décision à cet égard. Pourtant, si on se fie à l’information accessible au public, il semble que l’édifice qui abrite la plus haute cour au Canada n’offre pas une accessibilité inclusive.   
  
Cette itération a également fourni un exemple clair de l’énigme créée par le contenu de la description de l’édifice de la Cour suprême (Ottawa) dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales. Selon cette description, les éléments caractéristiques à protéger sont les suivants :

« L’aménagement paysager a conservé des vestiges des décors style Beaux-Arts proposés par les planificateurs dans les premières décennies du XXe siècle pour tout ce secteur ouest. Les voies d’accès harmonieusement réparties, la vaste pelouse centrale, les vases et les jardinières disposés avec symétrie, ainsi que la place circulaire située derrière l’édifice et au milieu de laquelle se dresse une fontaine, voilà tous des éléments qui ont été pensés par l’architecte et qu’il serait important de conserver. L’utilisation de ces espaces ouverts comme aires de stationnement va contre l’idée première; aussi vaudrait-il mieux, si c’est faisable, rétablir les choses telles qu’elles étaient par le passé. » (<https://www.pc.gc.ca/apps/dfhd/page_fhbro_fra.aspx?id=2986>, consulté en août 2023)

Les places de stationnement mentionnées comprennent l’unique stationnement accessible situé à côté de l’entrée latérale de l’édifice. L’entrée principale demeure inaccessible, de sorte que toute personne ayant besoin d’une voie d’accès accessible doit être redirigée vers une porte latérale. Ce détail, ainsi que de nombreux autres éléments relevés sur des photographies accessibles au public, semble indiquer qu’il existe de nombreux obstacles à l’accessibilité.   
  
Cela a donné lieu à une discussion au sujet des droits de la personne associés à l’accessibilité à la plus haute cour du Canada. Le déni de l’égalité d’accès à la cour est un problème important et, selon le groupe de travail, il s’agit là d’une situation où le déménagement de la cour dans un environnement accessible semblerait raisonnable.

Cette discussion appuie l’idée que si l’accessibilité à un édifice patrimonial n’est pas la même pour tous, personne ne devrait l’occuper, sauf pour l’entretien ou la recherche, tant que les modifications appropriées n’auront pas été effectuées.

Les professionnels en patrimoine se sont dits préoccupés par le fait que l’Annuaire aurait probablement besoin d’être modifié dans le cadre de la réflexion sur la voie à suivre, car la formulation actuelle semble suggérer que les travaux de restauration remettront l’édifice dans un état qui illustre le caractère non inclusif des procédures judiciaires.

Cela n’est plus considéré comme une voie acceptable dans la société canadienne. Cet édifice est un excellent exemple qui illustre la nécessité de donner des orientations pour un patrimoine culturel inclusif.

Le recours au processus itératif dans la création du modèle a apporté un soutien accru aux concepts d’inclusion et de processus participatif. Il a nettement fourni la preuve que les voix rassemblées ont permis d’apprendre des choses. Il a illustré toute la puissance de la collaboration et le bien-fondé de faire entendre des voix qui sont généralement réduites au silence.

## Modèle itératif de prise de décision inclusive (MIPDI) pour les édifices fédéraux du patrimoine

### 1 – Vérification

Étant donné que le type, l’âge et le type de construction des édifices patrimoniaux varient beaucoup, il faut procéder à l’évaluation des obstacles à l’accessibilité présents dans chacun des édifices.

Les gardiens des édifices patrimoniaux doivent faire vérifier l’accessibilité de l’édifice, vérification fondée sur une norme de référence, par exemple la version actuelle de la norme B651 de l’Association canadienne de normalisation, intitulée Conception accessible pour l’environnement bâti, OU une autre norme approuvée. Cette évaluation doit comprendre le dénombrement et l’évaluation des éléments caractéristiques qui peuvent être touchés par d’éventuelles modifications visant à assurer l’accessibilité de l’édifice.

**SI** l’édifice fédéral du patrimoine est accessible,   
**ALORS,** passer à l’étape **2 – Publier le statut et l’évaluation post-occupation**.   
  
**OU**

**SI** l’édifice fédéral du patrimoine **n’est pas accessible**,

**ALORS,** publier un énoncé d’accessibilité dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales (BEÉFP), **ET**passer à l’étape **3 – Proposer des modifications visant à assurer l’accessibilité**  
  
**OU**   
  
**SI** on a déterminé que les obstacles ne pouvaient pas être surmontés, à cause d’un manque d’options techniques réalistes,  
**ALORS,** passer à l’étape **8 – Proposition pour un permis d’entretien et de protection**

### 2 – Publier le statut et l’évaluation post-occupation

Publier un énoncé d’accessibilité dans la description de l’édifice patrimonial (Parcs Canada), et dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales (BEÉFP), et

Réaliser une évaluation post-occupation au moins tous les 2 à 5 ans, et

**SI** l’édifice fédéral du patrimoine **est encore accessible**   
**ALORS,** Publier un énoncé d’accessibilité à jour dans la description de l’édifice patrimonial (Parcs Canada), et dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales (BEÉFP).  
  
**OU**

**SI** l’édifice fédéral du patrimoine **n’est pas accessible**,   
**ALORS,** retourner à l’étape **1 – Vérification**.

### 3 – Proposer des modifications visant à assurer l’accessibilité

Les gardiens de l’édifice patrimonial rédigent une proposition de modifications, avec l’aide de consultants en accessibilité qualifiés, et la proposition est examinée et approuvée par un comité d'examen, et

**Si** les modifications proposées, ou une fois la construction terminée, respectent ou dépassent la norme de référence (CSA B651 ou autre norme approuvée),   
**ALORS,** passer à l’étape **4 – Statut à jour et évaluation post-occupation**,   
 **OU**

**SI** les gardiens de l’édifice se rendent compte que les modifications proposées, une fois la construction terminée, **NE RÉPONDRONT PAS** à la norme de référence (CSA B651 ou autre norme approuvée) en raison de problèmes de conception technique ou de conformité,  
**ALORS,** passer à l’étape **5 – Barrières de nature technique**

### 4 – Publier le statut et l’évaluation post-occupation

Publier un énoncé d’accessibilité à jour dans la description de l’édifice patrimonial (Parcs Canada) et dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales (BEÉFP), et  
  
Réaliser une évaluation post-occupation au moins tous les 2 à 5 ans, et

**SI** l’édifice fédéral du patrimoine **est encore accessible**   
**ALORS,** publier un énoncé d’accessibilité à jour dans la description de l’édifice patrimonial (Parcs Canada) et dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales (BEÉFP),   
  
**OU**

**SI l’édifice n’est pas accessible**,   
**ALORS,** retourner à l’étape **1 – Vérification**.

### 5 – Barrières de nature technique

**SI** les gardiens de l’édifice se rendent compte que les modifications proposées, une fois la construction terminée, **NE RÉPONDRONT PAS** à la norme de référence (CSA B651 ou autre norme approuvée) en raison de problèmes de conception technique ou de conformité, on pourrait proposer une solution de rechange en matière d’accessibilité et la faire approuver par un comité d’examen. L’intention demeure d’assurer une expérience pleinement accessible.  
**ALORS,** passer à l’étape **6 – Solutions de rechange en matière d’accessibilité**  
  
**OU**

**SI** on ne peut pas proposer une solution de rechange en matière d’accessibilité ou obtenir son approbation par le comité d’examen, alors on pourrait proposer un permis d’exemption temporaire.

On pourrait proposer un permis d’exemption temporaire reposant sur l’engagement des gardiens de l’édifice fédéral du patrimoine de continuer à rechercher une solution pour contrer un obstacle, avec l’intention de s’y pencher de nouveau dans un délai donné.

Un permis approuvé procurerait aux gardiens une orientation concernant l’occupation et l’utilisation des parties de l’édifice patrimonial où persiste un obstacle à l’accessibilité **ET** un échéancier pour résoudre la question.

**ALORS**, passer à l’étape **7 – Permis d’exemption temporaire**

### 6 – Solution de rechange en matière d’accessibilité

La solution de rechange proposée en matière d’accessibilité doit être examinée et approuvée par un comité d’examen,

**ET** comme condition préalable à la proposition et à l’examen d’une solution de rechange en matière d’accessibilité, il faut accepter de ne pas être propriétaire de la propriété intellectuelle liée aux détails de conception proposés. L’objectif devrait être une solution de « source libre » pour permettre le libre partage d’un ensemble de connaissances sur l’élimination des obstacles dans les édifices patrimoniaux, **ET**

**SI** le comité d’examen **n’approuve pas** la solution proposée  
**ALORS,** les gardiens doivent proposer d’autres façons de modifier ou d’exploiter l’édifice patrimonial de manière à répondre à la norme de référence (CSA B651 ou autre norme approuvée) et soumettre une autre proposition de conception en  
**RETOURNANT** à l’étape **5 – Obstacles de nature technique**

**OU**

**RETOURNER à l’étape** **1 – Vérification** pour reprendre à zéro le processus de prise de décision **ET** publier un énoncé d’accessibilité à jour dans la description de l’édifice patrimonial (Parcs Canada) et dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales (BEÉFP).   
  
**TOUTEFOIS**

**SI** le comité d’examen **approuve** la proposition,

**ALORS,** les détails de la solution de rechange en matière d’accessibilité doivent faire partie de l’énoncé d’accessibilité publié dans la description de l’édifice patrimonial (Parcs Canada) et dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales (BEÉFP), **ET**

Les gardiens de l’édifice patrimonial doivent réaliser une évaluation post-occupation, dans un délai raisonnable (2-5 ans), en fonction de la complexité de l’édifice, afin de vérifier si la solution de rechange en matière d’accessibilité demeure pertinente et efficace sur le plan fonctionnel, **ET**

**SI** le comité d’examen juge que la solution de rechange en matière d’accessibilité **est toujours pertinente** et que l’**édifice demeure accessible**,

**ALORS,** il faudrait publier un énoncé d’accessibilité à jour dans la description de l’édifice patrimonial (Parcs Canada) et dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales (BEÉFP),  
  
**TOUTEFOIS**

**SI** le comité d’examen juge que la solution de rechange en matière d’accessibilité **n’est plus pertinente ou fonctionnelle et entraîne un ou des obstacles**,

**ALORS,** les gardiens doivent proposer d’autres façons de modifier ou d’exploiter l’édifice patrimonial de manière à répondre à la norme de référence (CSA B651 ou autre norme approuvée) et soumettre une autre proposition de conception en  
**RETOURNANT** à l’étape **5 – Obstacles de nature technique**

**OU**

**RETOURNER à l’étape** **1 – Vérification** pour reprendre à zéro le processus de prise de décision et publier un énoncé d’accessibilité à jour dans la description de l’édifice patrimonial (Parcs Canada) et dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales (BEÉFP).

### 7 – Permis d’exemption temporaire

Un comité d’examen doit se pencher sur toutes les propositions et les approuver, dans l’intention d’en faire une phase provisoire en attendant qu’une solution définitive soit mise en œuvre pour supprimer un obstacle, **ET**

**SI** le comité d’examen **n’approuve pas** la proposition,  
**ALORS,** les gardiens doivent proposer d’autres façons de modifier ou d’exploiter l’édifice patrimonial de manière à répondre à la norme de référence (CSA B651 ou autre norme approuvée) et soumettre une autre proposition de conception en  
**RETOURNANT à l’étape 5 – Obstacles de nature technique** **OU**

Les gardiens de l’édifice patrimonial doivent   
**RETOURNER à l’étape 1 – Vérification** pour reprendre à zéro le processus de prise de décision **ET** publier un énoncé d’accessibilité à jour dans la description de l’édifice patrimonial (Parcs Canada) et dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales.  
  
**TOUTEFOIS, SI** le comité d’examen **approuve** la proposition, il doit indiquer dans sa décision le montant des frais à payer et définir un échéancier raisonnable (2 - 5 ans) pour appliquer la solution, les frais et l’échéancier dépendant tous deux de la complexité de l’édifice,  
  
**ALORS,** les données du permis d’exemption temporaire doivent faire partie de l’énoncé d’accessibilité publié dans la description de l’édifice patrimonial (Parcs Canada) et dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales (BEÉFP),

**ET** les gardiens de l’édifice patrimonial vont entreprendre l’examen du permis d’exemption temporaire approuvé, dans le cadre d’une évaluation post-occupation entreprise dans un délai raisonnable (2 - 5 ans), selon la complexité de l’exemption et de l’occupation de l’édifice, dans le but de vérifier si la solution proposée demeure pertinente et acceptable, **ET**  
  
**SI** le comité d’examen conclut que le permis d’exemption temporaire demeure raisonnable,

**ALORS,** le comité peut approuver d’autres prolongations de l’échéancier, assorties des frais connexes, **ET** un énoncé d’accessibilité à jour doit être publié dans la description de l’édifice patrimonial (Parcs Canada), et dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales (BEÉFP).

**SI** le comité d’examen conclut que le permis d’exemption temporaire **n’est plus raisonnable ou acceptable**,

**ALORS,** les gardiens doivent proposer d’autres façons de modifier ou d’exploiter l’édifice patrimonial de manière à répondre à la norme de référence (CSA B651 ou autre norme approuvée) et soumettre une autre proposition de conception en

**RETOURNANT à l’étape 5 – Obstacles de nature technique**

**OU**

Les gardiens de l’édifice patrimonial doivent   
**RETOURNER à l’étape 1 – Vérification** pour reprendre à zéro le processus de prise de décision **ET** publier un énoncé d’accessibilité à jour dans la description de l’édifice patrimonial (Parcs Canada) et dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales.

### 8 – Permis d’entretien et de protection

Toutes les propositions doivent être examinées et approuvées par un comité d’examen **ET** proposées en sachant qu’il **NE s’agit PAS d’un mécanisme par défaut** fondé sur le coût des modifications ou sur une proposition budgétaire, puisqu’il s’agit d’une question de droits de la personne fondamentaux, **ET**

**SI la proposition est approuvée**, le comité d’examen, en octroyant un permis d’entretien et de protection, doit indiquer le montant des frais à payer et définir un échéancier raisonnable (2 - 5 ans) pour appliquer la solution, les frais et l’échéancier dépendant tous deux de la complexité de l’édifice  
**ALORS,** les données du permis d’entretien et de protection doivent faire partie de l’énoncé d’accessibilité publié dans la description de l’édifice patrimonial (Parcs Canada) et dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales (BEÉFP),  
  
**ET** les gardiens de l’édifice patrimonial doivent veiller à ce qu’il ne soit pas occupé par des visiteurs ou du personnel, sauf à des fins de recherche ou d’entretien,  
  
**ET** ils doivent déposer un plan détaillé d’entretien de l’édifice et du site propre à assurer la préservation de l’édifice pour les années à venir,  
  
**ET** ils doivent renouveler la demande de permis d’entretien et de protection dans un délai raisonnable (2 – 5 ans), selon la complexité de l’édifice.   
  
**ALORS,** les détails du permis d’entretien et de protection doivent faire partie de l’énoncé d’accessibilité publié dans la description de l’édifice patrimonial (Parcs Canada) et dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales (BEÉFP).   
  
**TOUTEFOIS, SI** le comité d’examen **n’approuve pas** la proposition

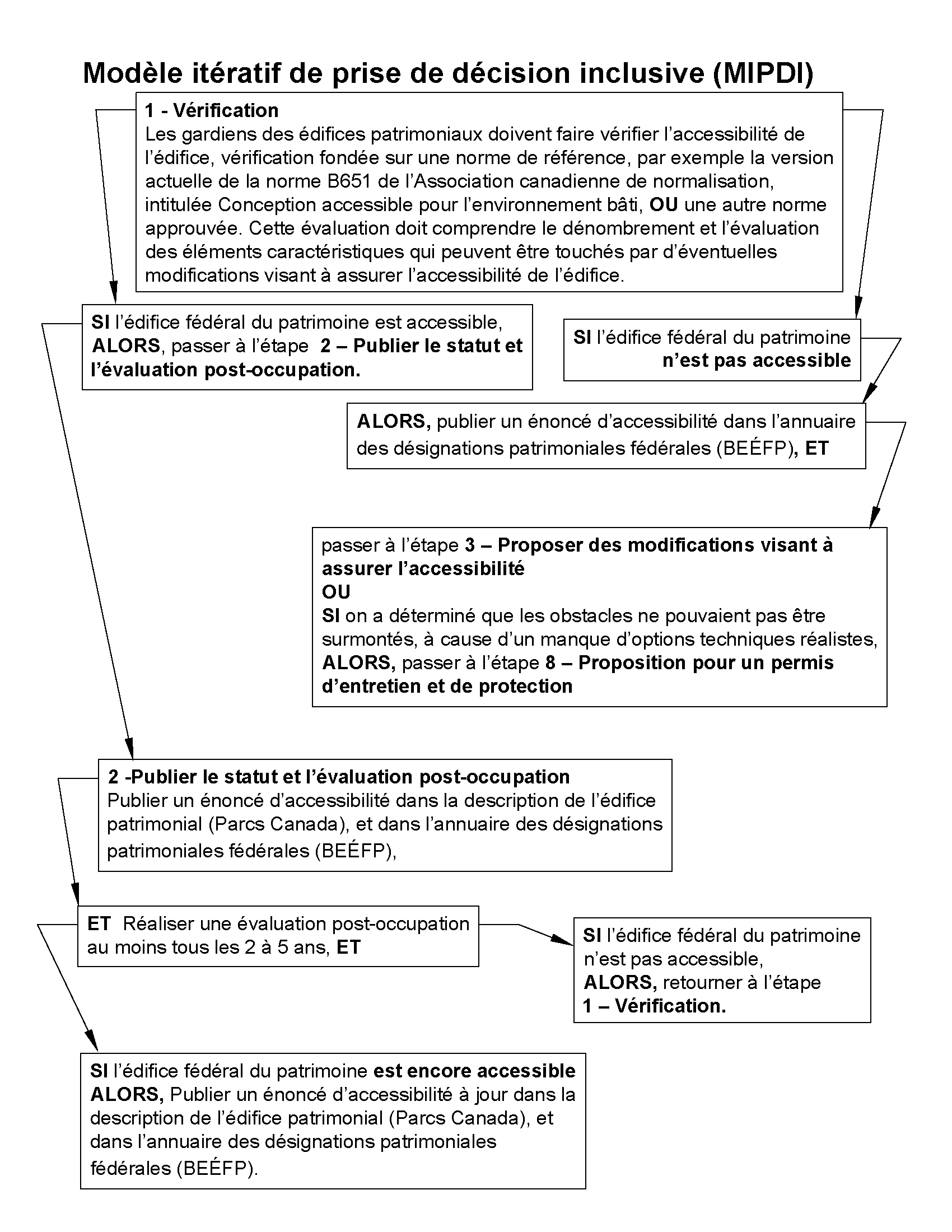
**ALORS,** les gardiens doivent solliciter l’avis du comité d’examen au sujet d’autres actions ou options à envisager pour résoudre les problèmes d’accessibilité, et soumettre une nouvelle proposition de conception en

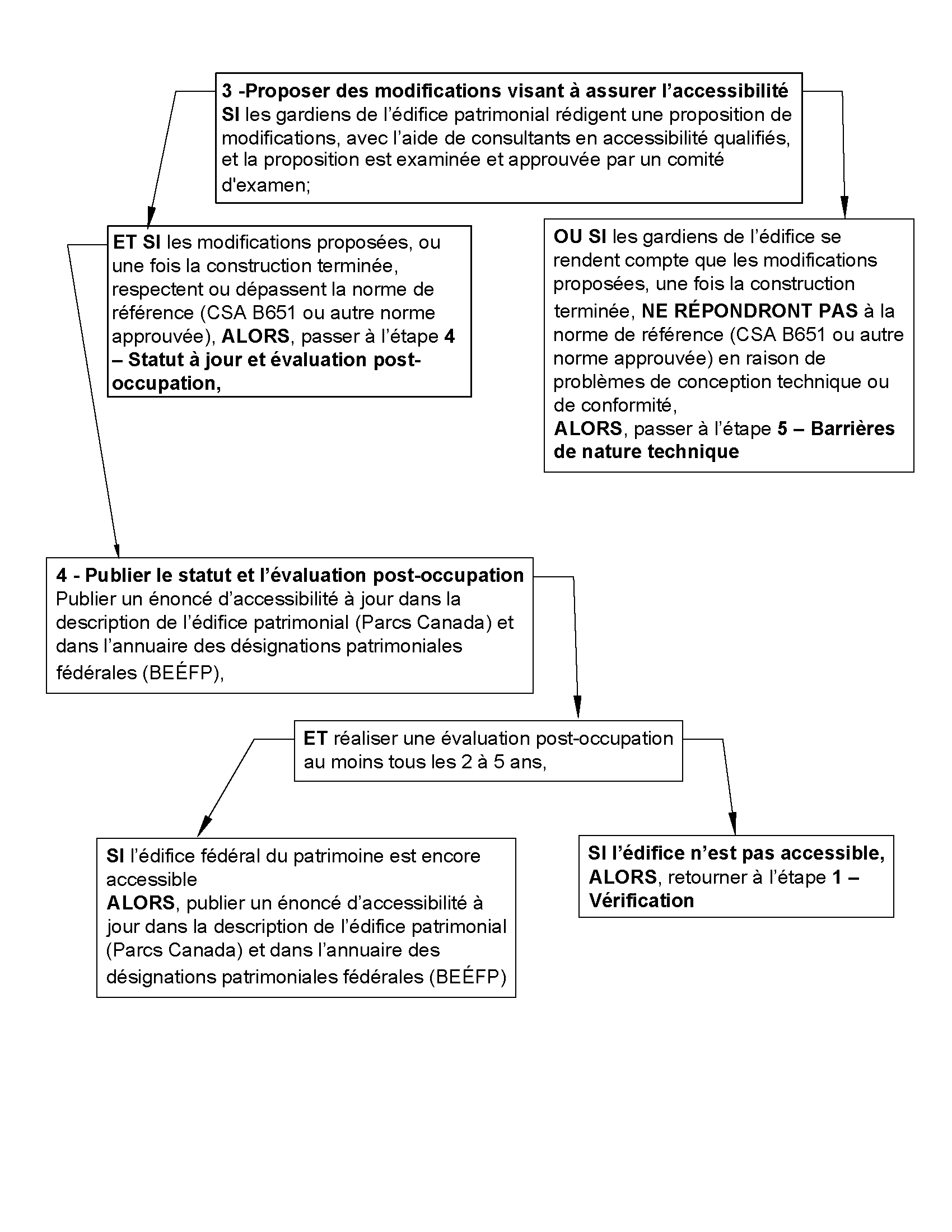
**RETOURNANT à l’étape 5 – Obstacles de nature technique**

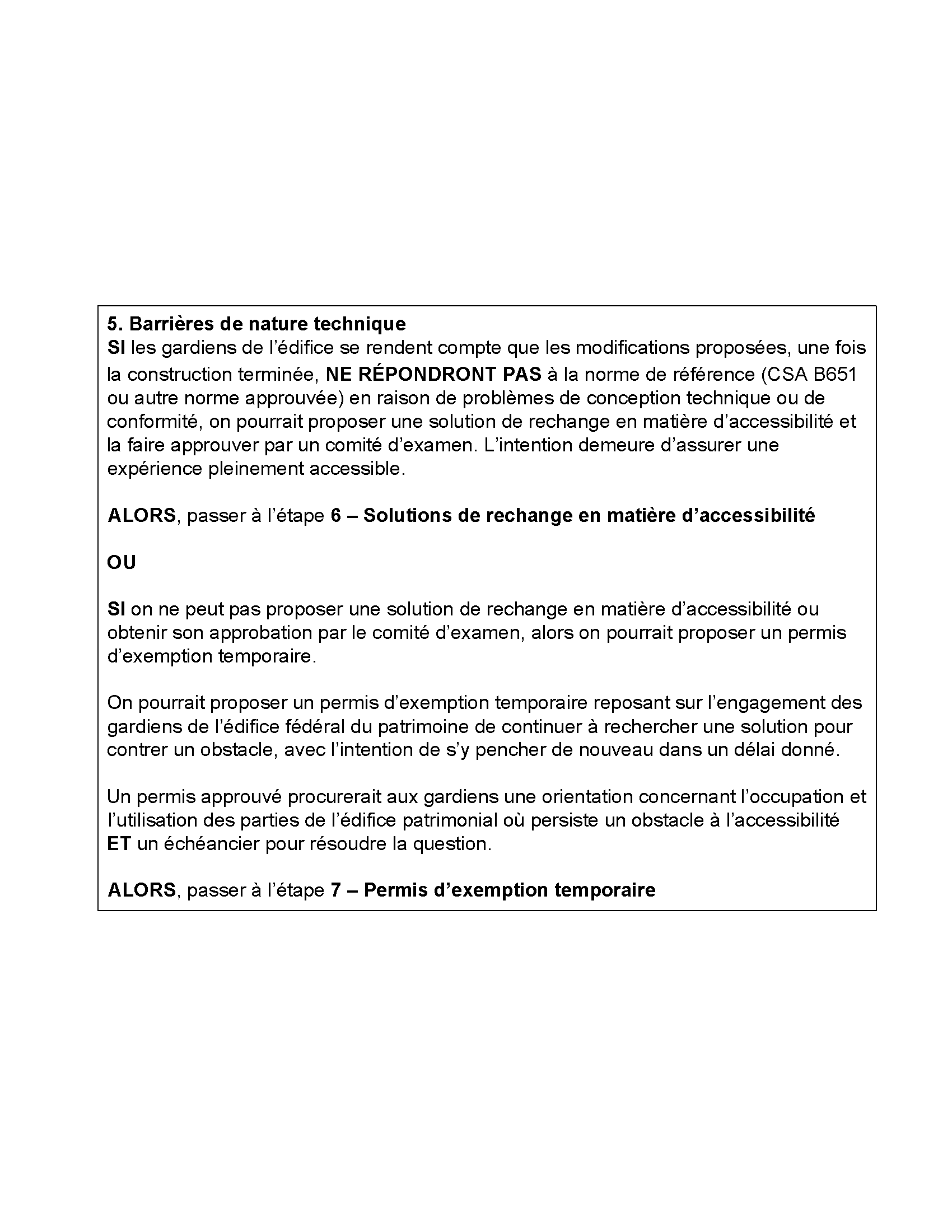
**OU**   
  
Les gardiens de l’édifice patrimonial doivent   
**RETOURNER à l’étape 1 – Vérification** pour reprendre à zéro le processus de prise de décision **ET** publier un énoncé d’accessibilité à jour dans la description de l’édifice patrimonial (Parcs Canada) et dans l’annuaire des désignations patrimoniales fédérales.

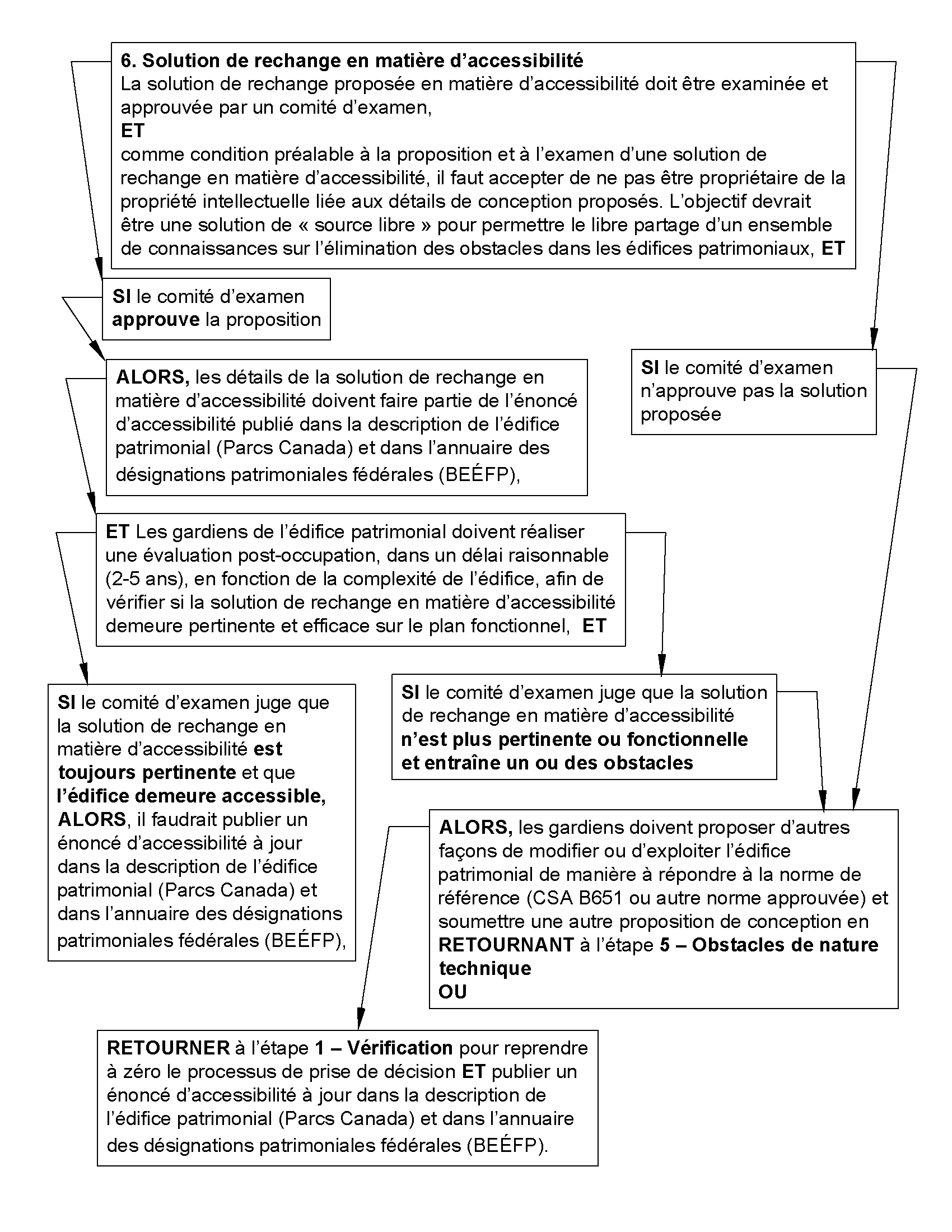
## Modèle itératif de prise de décision inclusive (MIPDI) en images

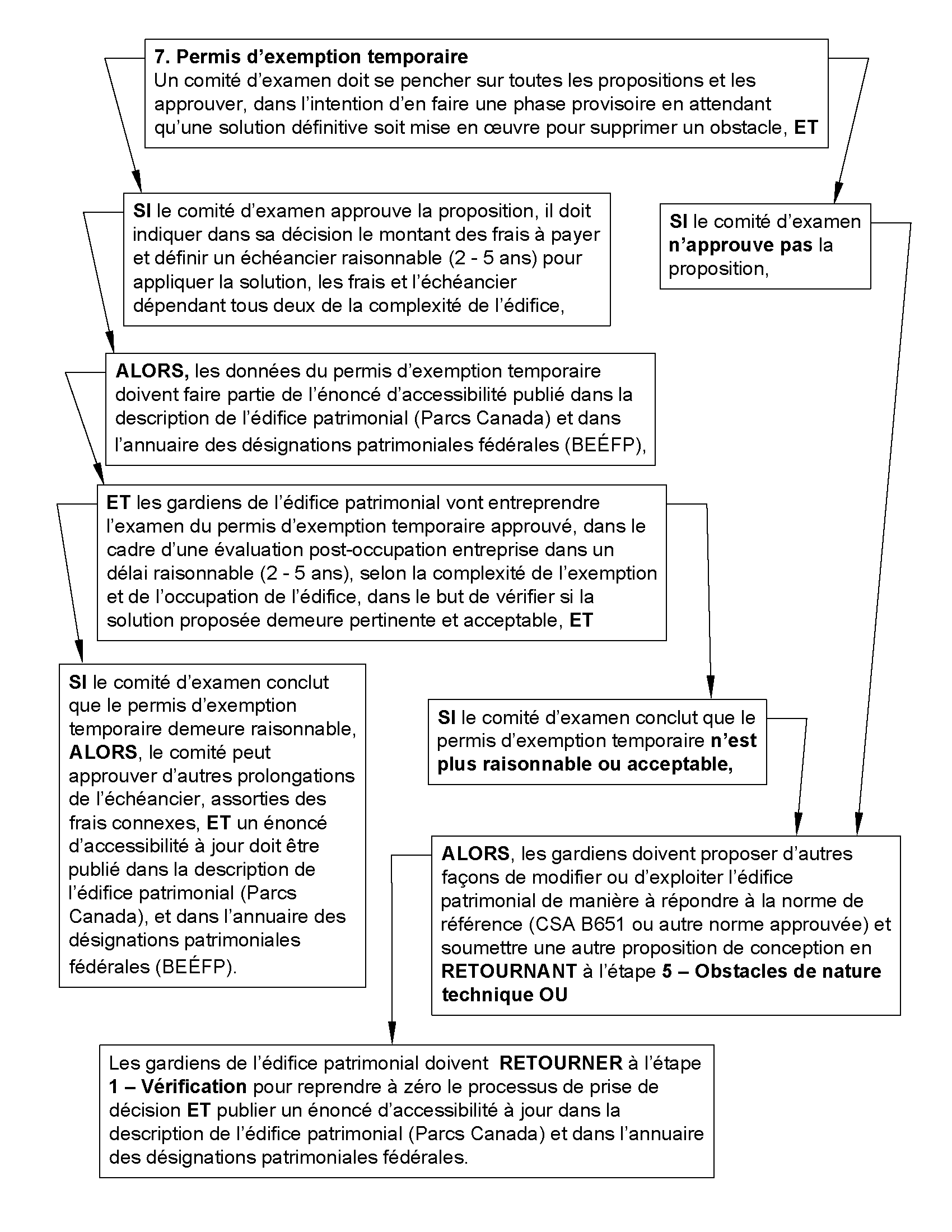
Toutes les images qui suivent ont été pleinement décrites dans le texte.

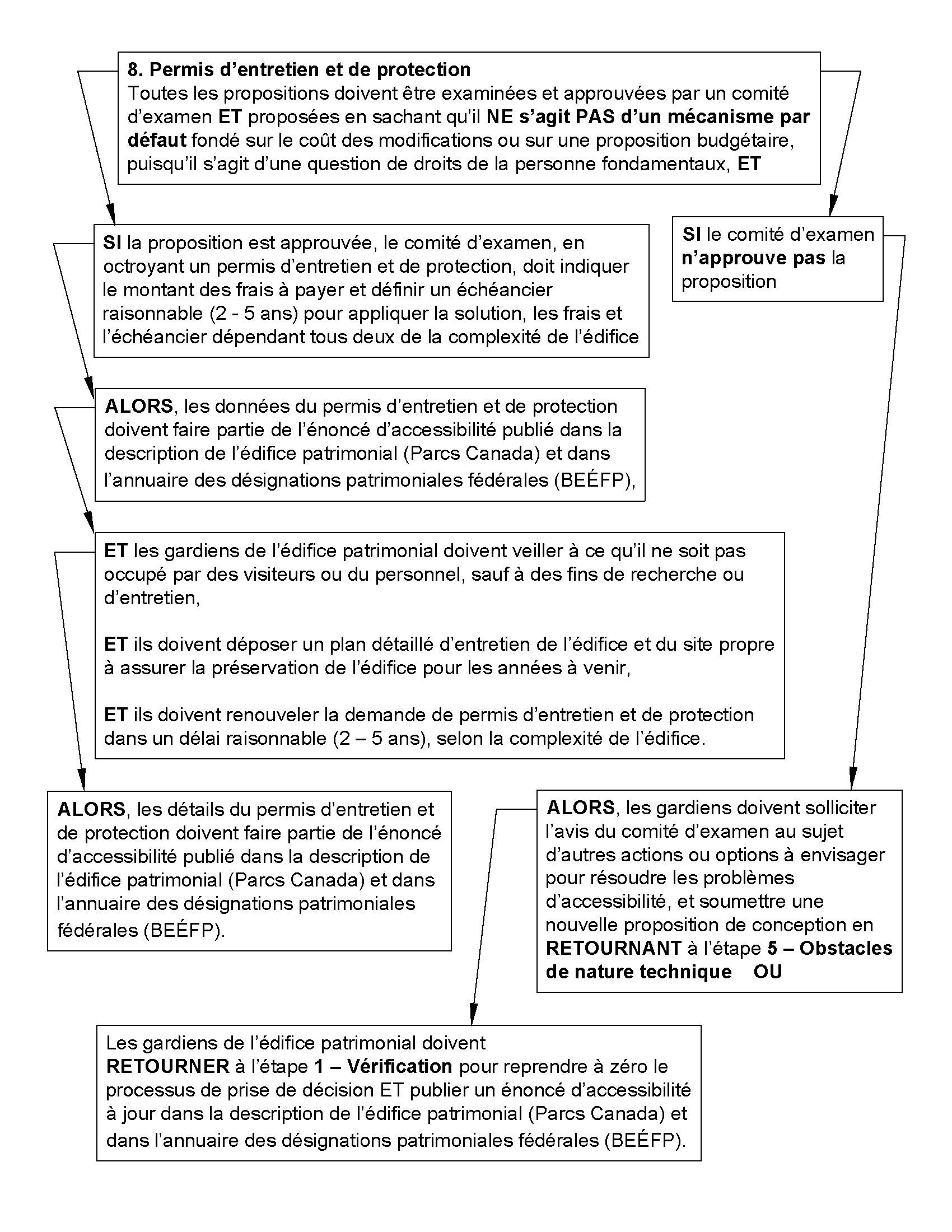
****

****

****

****

****

****

## Recommandations à l’appui du MIPDI

### **Renforcer l’accessibilité dans les normes en tant que droit fondamental**

L’analyse documentaire a mis en évidence le problème récurrent, tant au Canada qu’ailleurs dans le monde, du fait que l’on n’applique pas la réglementation relative aux droits de la personne dans les approches actuelles de la préservation du patrimoine.

Au Canada, cette situation semble être en contradiction avec l’intention du Canada, à titre de signataire de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (Mason et Munn-Rivard, 2021) et de la Charte canadienne des droits et libertés (1982). Cela ne semble pas correspondre non plus à l’esprit des exigences juridiques de la législation sur les droits de la personne à l’échelon fédéral, ni à celles des gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada.  
  
Comme mentionné dans l’analyse documentaire, la Convention de Faro stipule le principe fondamental voulant qu’aucune des dispositions de la Convention ne doive être interprétée de manière à limiter les droits de la personne et les libertés fondamentales ou à y porter atteinte.

La question des droits de la personne dans le contexte de la préservation du patrimoine a été clarifiée à plusieurs reprises lors des réunions du groupe, de même que dans diverses discussions avec des experts juridiques, lesquels ont expliqué que la législation sur les droits de la personne ne renferme aucune disposition d’exemption pour la protection ou la conservation des édifices au Canada.   
  
Tout au long des réunions du groupe, il a été dit que l’obligation d’assurer l’accessibilité aux édifices fédéraux du patrimoine désignés était essentielle à la compréhension de notre culture canadienne. On juge que le fait que les autorités locales compétentes en matière de construction ne semblent pas appliquer les exigences d’accessibilité n’est plus une raison suffisante pour suggérer une exemption fondée sur la nécessité de conserver le patrimoine. Cela semblerait empêcher un groupe identifiable de partager l’expérience du patrimoine canadien.   
  
Les discussions de groupe ont clairement montré que cela fait plus de 200 ans que l’on attend l’accessibilité au Canada et que cela suffit. On a suggéré au cours de la discussion qu’il n’était plus possible de se contenter de fournir simplement « une porte pour entrer et une toilette pour faire pipi » (Hansen, 2023); les personnes handicapées ont le droit de pouvoir interagir avec le patrimoine canadien, d’en comprendre fondamentalement l’importance et d’en partager l’expérience avec les autres membres de la population.   
  
La deuxième version du document Normes et lignes directrices, datée de 2010, n’aborde pas suffisamment les exigences juridiques en matière d’accessibilité ni les principes fondamentaux des droits de la personne. Dans l’avant-propos de cette norme, le directeur général de Parcs Canada écrit ce qui suit :

« Au nom de Parcs Canada, je suis fier d’adopter l’édition de 2010 des *Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada.* Ce document guidera Parcs Canada et ses partenaires en matière d’intendance du patrimoine canadien et dans l’établissement de pratiques de conservation de classe mondiale, en vue de contribuer à la conservation de nos trésors nationaux et de permettre à la population canadienne de mieux connaître ces lieux patrimoniaux et d’y vivre des expériences de découverte extraordinaires. » (Normes et lignes directrices (2010), p. v)

Les participants au projet ont clairement indiqué que c’est un problème pour les personnes handicapées au Canada, puisqu’elles ne peuvent pas connaître ces lieux patrimoniaux ni y vivre des expériences de découverte extraordinaire au même titre que les personnes non handicapées.

### **Mettre en place un processus et un registre publics libres d’accès concernant les solutions de rechange en matière d’accessibilité et les exemptions temporaires**

Dans les disciplines de conception qui traitent des édifices et de la construction, on a toujours cherché à protéger le travail en vertu des lois qui régissent la propriété intellectuelle. Il s’agit d’un outil de base pour les entreprises, fondé sur des principes juridiques qui remontent aux années 1400 en Italie avec l’architecte Filippo Brunelleschi (Moore et Himma, 2022). Il s’agit nettement d’un principe fondamental pour la pratique et les affaires.   
  
À partir des années 1950, le concept de logiciel du domaine public est devenu un processus produit par des universitaires et des chercheurs du secteur privé. Ce concept de partage de la propriété intellectuelle dans la conception des logiciels se poursuit aujourd’hui en permettant le libre partage des connaissances avec d’autres pour stimuler l’amélioration ou la réinterprétation continue de la conception.   
  
De nombreux professionnels du secteur des technologies de l’information ont compris que le développement de logiciels libres avait été bénéfique pour leur secteur d’activité. Les experts de l’industrie suggèrent qu’on économise ainsi plus de 60 milliards de dollars par an dans le domaine de la technologie de l’information (Standish Newsroom, 2012). L’accès libre aux solutions de rechange en matière d’accessibilité pourrait être bénéfique pour le secteur de la conservation du patrimoine au Canada et fournir des solutions pour contrer les obstacles à l’accessibilité qui pourraient aussi être utiles ailleurs dans le monde.  
  
Comme nous l’avons mentionné précédemment, les édifices patrimoniaux désignés sont généralement des modèles uniques représentant un certain type d’édifice et de construction ou une certaine époque. Ainsi, il pourrait être nécessaire de s’éloigner des paramètres prescrits par les codes et les normes pour pouvoir modifier l’environnement bâti ou fournir une solution de rechange en matière d’accessibilité de manière à pouvoir informer les visiteurs au sujet de l’histoire patrimoniale. Toute situation dans laquelle on a besoin de faire examiner et approuver une solution, ou dans laquelle il faut demander une prolongation de délai en raison de la complexité des obstacles, pourrait également bénéficier d’une méthode permettant de partager ces renseignements avec d’autres intervenants. La possibilité de mettre en commun ces connaissances semble aller à l’encontre des droits de propriété intellectuelle des concepteurs professionnels à l’origine des solutions.   
  
La capacité de mettre librement en commun les renseignements sur la manière de résoudre certains obstacles à l’accessibilité dans les édifices patrimoniaux créera une ressource pour tous les concepteurs professionnels et les gardiens des édifices patrimoniaux. Un outil libre d’accès permettant de trouver des concepts et des innovations pourrait être fondamental pour résoudre les obstacles dans les édifices patrimoniaux.

La possibilité de mettre librement en commun des innovations éprouvées pourrait nourrir l’inspiration pour perfectionner ou adapter les solutions afin de les appliquer à un autre type d’édifice ou de construction ou à des variantes d’une autre époque, l’objectif réel étant d’éviter d’avoir à réinventer la roue pour des édifices patrimoniaux individuels. En réutilisant une solution novatrice, on pourrait réduire considérablement les délais et les coûts d’élaboration d’une solution visant à éliminer les obstacles à l’accessibilité.   
  
Il est clair qu’il y a beaucoup de travail à faire pour assurer l’accessibilité à tous les édifices fédéraux du patrimoine désignés. Toute mesure susceptible de réduire le temps nécessaire pour résoudre le problème de l’accessibilité doit être envisagée. La réutilisation de concepts et d’innovations qui ont fait leurs preuves crée un point commun dans la manière de parvenir à l’accessibilité dans les différents sites patrimoniaux désignés. Cela permet de se familiariser avec les détails et les adaptations. On encourage l’emploi d’une terminologie commune pour expliquer les détails et les aménagements parce qu’elle facilite la conception accessible.   
  
Selon le MIPDI proposé, parmi les conditions imposées pour qu’une demande de solution de rechange en matière d’accessibilité soit acceptée pour un site, quel qu’il soit, l’équipe de conception devra consentir à ce que les détails en soient disponibles à partir de sources libres. Les détails d’une solution de rechange en matière d’accessibilité approuvée et mise en œuvre devraient être affichés publiquement. Cette information permettra à quiconque de connaître la nature unique de l’adaptation d’un site patrimonial donné.   
  
Dans la même veine, le MIPDI proposé pour les édifices patrimoniaux suggère qu’une demande de permis d’exemption temporaire, peu importe le site, soit aussi affichée publiquement. L’affichage public de cette information permettra de communiquer les détails utiles et d’informer toute personne susceptible d’avoir un rôle à jouer dans le site en question, ou simplement désireuse de le visiter, de connaître la nature de la non-conformité du site, de même que l’échéancier prévu pour sa résolution.

Comme indiqué précédemment dans le document de discussion de J.Frye et coll. (1998), il existe aussi de nombreuses raisons administratives, voir médico-légales, de tenir un registre public de ces décisions, puisque les gardiens des sites, le personnel et les ministères changent au fil du temps.

### **Examens post-occupation cycliques**

Comme indiqué dans le MIPDI proposé pour les édifices patrimoniaux, la technologie continuera à évoluer et à changer. De plus, la construction peut changer ou se détériorer, ou encore, de nouvelles constructions peuvent être proposées, ce qui peut aussi avoir une incidence sur l’accessibilité des édifices fédéraux du patrimoine désignés.

C’est pourquoi le modèle répond au besoin d’adopter une approche cyclique dans l’examen des édifices fédéraux du patrimoine désignés. Il s’agit d’une question importante du point de vue des gardiens et des ministères qui gèrent les édifices patrimoniaux. Il faudrait envisager des vérifications de routine pour s’assurer que le site est conforme à l’esprit de la Loi canadienne sur l’accessibilité.   
  
De même, la mise à jour cyclique de l’information sur l’accessibilité de chacun des édifices fédéraux du patrimoine désignés est importante pour les personnes susceptibles de visiter le site. Ces personnes ont besoin d’une information à jour décrivant les adaptations qui ont été faites, ou les permis d’exemption temporaire en vigueur, qui pourraient avoir une incidence sur leur capacité à accéder au site et à en faire l’expérience.   
  
Quand on propose d’ajouter de nouveaux édifices à la liste des édifices patrimoniaux désignés, et au moment de proposer des modifications à l’un des édifices fédéraux du patrimoine désignés, il serait utile de disposer d’une base de données sur laquelle s’appuyer et qui pourrait mettre en lumière l’information la plus récente concernant la manière dont les changements ont été mis en œuvre dans d’autres projets. Le partage de l’information et l’écoute d’autres voix sont des éléments fondamentaux de l’approche proposée.

### **Évolution des récits du patrimoine plutôt que simple collection d’artéfacts**

L’analyse documentaire a fourni des preuves substantielles du passage de la conservation des artéfacts patrimoniaux au processus de préservation et de transmission du patrimoine culturel. Cette évolution a été confirmée tout au long du projet par les différents experts et diverses personnes qui travaillent dans le domaine du patrimoine. Ce changement ne remet pas en cause la nécessité de conserver les artéfacts patrimoniaux, mais met plutôt l’accent sur l’importance de l’histoire, du récit que les objets évoquent. Cela donne l’occasion aux équipes de conception et aux gardiens de faire preuve de créativité et d’être plus inclusifs dans la manière de transmettre l’histoire, le récit.   
  
La liste des désignations patrimoniales fédérales désignées contient des formes d’édifices qui sont intrinsèquement complexes en ce qui concerne l’accessibilité, si on cherche simplement à occuper l’édifice et à fournir un accès égal à l’information décrivant les artéfacts conservés. La plupart des phares, les sites industriels et miniers uniques et certains sites emblématiques comme la tour Cabot à St. John’s (Terre-Neuve) sont des exemples de ces types d’édifices.   
  
Dans les cas où un type ou une forme d’édifice nécessiterait des modifications ou des ajouts importants pour fournir une voie de circulation accessible, cela constitue un solide argument, du point de vue du patrimoine, à savoir que si on peut entreprendre des modifications ou la construction d’un ajout, cela risque de porter grandement atteinte à la forme originale de l’édifice. Les changements modifieraient la forme et la masse de l’édifice (c’est-à-dire un phare), qui sont les éléments caractéristiques de l’édifice.

Comme nous l’avons déjà mentionné, chaque édifice patrimonial est unique et peut nécessiter des interventions personnalisées. Dans le cadre d’une vérification de l’accessibilité, l’équipe de projet doit être en mesure d’examiner d’un œil critique les éléments caractéristiques qui pourraient être sacrifiés pour améliorer l’accessibilité. Par exemple, l’escalier de la Cour suprême doit-il être conservé dans son intégralité? Peut-on en démolir une partie pour installer un ascenseur fermé? Ces nouvelles interventions montreront alors que l’histoire de l’édifice évolue au fil du temps, ajoutant de nouvelles couches pour l’inclusion. Et sans ces nouvelles couches, l’édifice deviendrait inutilisable, sans intérêt – un dinosaure.

Dans le cas des édifices qu’on ne peut modifier ou auxquels on ne peut ajouter quelque élément que ce soit sans affecter leur désignation patrimoniale, il y aura une perte d’histoire pour les Canadiens tant qu’on n’aura pas élaboré et mis en œuvre une solution de rechange en matière d’accessibilité.  
  
Le fait de raconter l’histoire patrimoniale, ou le patrimoine culturel, constitue une autre approche qui donne l’occasion d’assurer l’inclusivité. Cela pourrait prendre la forme d’un centre d’interprétation, d’expositions technologiques interactives, de modèles d’interprétation ou d’autres moyens créatifs. C’est ce que nous avons mentionné précédemment en prenant l’exemple de la Maison-Riel à Winnipeg. Il est beaucoup plus facile d’assurer l’accessibilité en faisant le récit du patrimoine culturel et on peut expliquer l’histoire du Canada beaucoup plus en profondeur.

### **Inclusivité à la porte principale – Voie d’accès et conditions du site**

Ce projet de recherche a été entrepris dans le but d’éclairer le processus d’élaboration des normes d’accessibilité pour les édifices fédéraux du patrimoine. Pour ce qui est de la méthodologie d’élaboration des codes et des normes, l’équipe du projet a compris la nécessité de limiter la discussion aux édifices et de ne pas inclure l’accessibilité aux sites eux-mêmes. En effet, les critères qui s’appliquent aux édifices et à la construction ne s’appliquent généralement pas à l’aménagement des sites eux-mêmes.   
  
Toutefois, l’équipe de projet a souligné tout au long du projet qu’il était très difficile de dissocier l’accessibilité du site de celle de l’édifice. Si le site est intrinsèquement inaccessible, souvent en raison des conditions géographiques ou d’un terrain inhospitalier, alors à quoi bon élaborer un plan d’accessibilité pour l’édifice?

Pour se rendre au lieu historique national York Factory, par exemple, il faut prendre le bateau jusqu’à un quai, puis emprunter un long escalier pour atteindre le terrain en hauteur où se trouvent les bâtiments. Un autre exemple est celui de la cabane de Grey Owl, en Saskatchewan. La route pour s’y rendre est très sinueuse et comprend des voies d’eau avec des rapides et des sentiers de randonnée accidentés, mais le récit patrimonial concerne le fait de vivre retiré du monde.

« Suffisamment éloignée pour combler le besoin de solitude, mais suffisamment proche pour quiconque a un intérêt sincère qui le pousse à s’y rendre, Beaver Lodge vous souhaite la bienvenue si votre cœur est bon. » (Grey Owl, <https://parcs.canada.ca/pn-np/sk/princealbert/activ/experiences/randonee-hiking/cabane-cabin>, consulté en août 2023).

Nous avons expliqué dans la section précédente que la tour Cabot, à St. John’s (Terre-Neuve), est un édifice qu’il serait difficile de modifier pour le rendre accessible tout en préservant son statut patrimonial. L’édifice est situé sur Signal Hill, qui est également un lieu historique national. L’élévation est de plus de152 m au-dessus du niveau de la mer du port en contrebas.

Le site comprend un centre d’interprétation situé plus bas, avec un stationnement accessible. Mais comme il existe une voie publique menant à la base de la tour Cabot, toute personne, quelles que soient ses capacités, peut utiliser un moyen de transport accessible pour parvenir au belvédère, à quelque 152 m au-dessus du port. Dans ce cas, le site a été rendu accessible, mais l’édifice (la tour Cabot) demeure inaccessible aux visiteurs handicapés.  
  
Les édifices patrimoniaux et le site où ils se trouvent ont tous deux une incidence sur la capacité des gens à prendre part au récit de l’histoire culturelle canadienne à raconter.

### Appui supplémentaire en faveur du changement

Dans la proposition de MIPDI, on mentionne qu’il devrait y avoir des frais associés au permis d’exemption temporaire et au permis d’entretien et de protection. Le groupe de travail a aussi exprimé le souhait de créer un outil pour soutenir l’engagement continu en faveur de l’accessibilité des édifices fédéraux du patrimoine. Pour ce faire, il suggère que ce modèle pourrait être assorti de « frais » qui seraient versés dans un « fonds pour les édifices fédéraux du patrimoine », fonds qui servirait à financer d’autres améliorations de l’accessibilité sur divers sites à l’avenir.

### Autres recommandations

1. Si on retient la proposition de faire participer des personnes handicapées aux processus d’examen des édifices fédéraux désignés, cela procurerait des possibilités d’emploi supplémentaires pour ce secteur. Cela permettrait en outre de constituer un bassin d’experts auxquels on pourrait faire appel non seulement dans le cas des édifices patrimoniaux, mais aussi dans le cas d’autres projets d’environnement bâti partout au Canada, pour toute question concernant l’accessibilité.
2. Le processus proposé créerait des possibilités de pollinisation croisée de l’information et de l’expérience entre les secteurs de la conception, de la construction, de la gestion des installations et du handicap. L’ensemble des connaissances et de l’expertise qui en résulterait serait d’une valeur inestimable pour tous les échelons de gouvernement au Canada, ainsi que pour le secteur privé.
3. Le processus proposé permettrait de mieux informer le public et, en fin de compte, de le sensibiliser à l’accessibilité des édifices fédéraux du patrimoine et, dans une perspective beaucoup plus large, à la transmission du patrimoine culturel du Canada. Cela pourrait devenir une source d’information essentielle pour les nouveaux arrivants au Canada.
4. Utiliser la base de données du MIPDI sur les solutions de rechange en matière d’accessibilité pour éclairer la rédaction ou la mise à jour des énoncés d’application, des exigences normatives ou des annexes consultatives des codes et normes en vigueur concernant les édifices patrimoniaux.
5. Les systèmes éducatifs actuels présentent des lacunes en ce qui concerne la conception et la construction d’environnements accessibles. Les hauts responsables du gouvernement ont la possibilité de soutenir et d’orienter l’élaboration d’un modèle national, ou de formuler des recommandations à cet égard à l’intention des provinces et des territoires, en vue de la création d’un programme d’études postsecondaires destiné à former des consultants qualifiés en accessibilité.
6. Le Conseil du Trésor du Canada accuse constamment un retard important dans l’adoption de la dernière édition de la norme CSA B651 « Conception accessible pour l’environnement bâti ». L’Association canadienne de normalisation continue à travailler à la mise à jour de cette norme en fonction de l’évolution du domaine et des attentes de la société canadienne.   
     
   Il conviendrait d’envisager de créer une obligation afin que toute version actualisée de la norme CSA B651 soit examinée le plus rapidement possible après sa rédaction. L’adoption des normes les plus récentes permettra d’améliorer l’accessibilité pour les Canadiens.
7. Le gouvernement du Canada, par l’intermédiaire de Parcs Canada, devrait envisager un examen et une mise à jour en profondeur de la version 2010 des Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada.   
     
   Les modifications apportées à cette norme devraient non seulement refléter les exigences accrues en matière d’accessibilité, mais aussi l’engagement du Canada à l’égard de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées ET inclure des renvois à la version la plus récente de la norme de conception CSA B651.
8. Le gouvernement du Canada, par l’intermédiaire de Parcs Canada, devrait envisager un examen et une mise à jour en profondeur de la version 2010 des Normes et lignes directrices, de manière à actualiser le processus et les critères afin que l’on dispose d’une base objective pour établir les énoncés de la valeur patrimoniale et des éléments caractéristiques. Dans ses discussions portant sur plusieurs listes d’édifices patrimoniaux désignés, le groupe de travail a relevé l’apparente subjectivité de certaines descriptions des éléments clés qui constituent souvent des obstacles importants à l’accessibilité.
9. Normes d’accessibilité Canada devrait envisager de collaborer avec l’Association canadienne de normalisation et Parcs Canada pour mettre au point un processus propre aux édifices patrimoniaux et qui intégrerait la commémoration ou le récit du patrimoine dans une expérience qui s’adresse à toutes les personnes qui visitent l’édifice.   
     
   Cette expérience devrait constituer un élément tout aussi valorisé que les autres aspects protégés d’un site, comme les éléments caractéristiques. Cela pourrait offrir d’autres possibilités d’inclusion dans les sites patrimoniaux; l’adaptation au moyen d’une méthode plus solide de faire l’expérience de l’histoire et des leçons apprises, procurant ainsi un plus grand ensemble d’outils et de valeurs à illustrer dans les sites patrimoniaux.
10. Emploi et Développement social Canada devrait, en collaboration avec les responsables de l’information sur les édifices fédéraux du patrimoine disponible sur les sites du gouvernement du Canada, veiller à ce que cette information soit disponible dans des formats accessibles, et à ce que tous les renseignements relatifs à l’accessibilité des édifices et des sites du gouvernement fédéral soient présentés de manière uniforme, tant sur le plan du contenu que du contexte, dans l’ensemble des ministères et des agences.
11. Emploi et Développement social Canada et Normes d’accessibilité Canada devraient envisager d’appuyer la création d’une formation professionnelle plus large dans les disciplines de la conception et du patrimoine afin d’y inclure la sensibilisation aux handicaps, la responsabilité juridique en matière d’accessibilité et les exigences fonctionnelles particulières à respecter pour assurer l’inclusivité.
12. Emploi et Développement social Canada et Normes d’accessibilité Canada devraient envisager de créer une campagne d’éducation publique complète qui présente une perspective plus large de l’accessibilité et de l’inclusivité à faire connaître au grand public.
13. Il faudrait envisager la possibilité d’obliger Parcs Canada à déposer tous les ans un rapport public détaillé sur les progrès réalisés en matière d’accessibilité aux édifices fédéraux du patrimoine désignés.
14. Emploi et Développement social Canada et Normes d’accessibilité Canada devraient envisager, en collaboration avec Parcs Canada, de créer une unité de conformité pour les projets patrimoniaux fédéraux. Cette unité de conformité examinerait les projets de modification des édifices fédéraux du patrimoine et assurerait une évaluation post-occupation continue, comme le recommande le MIPDI.
15. Normes d’accessibilité Canada, en collaboration avec Parcs Canada, devrait envisager la création d’un forum public sur les solutions de rechange en matière d’accessibilité approuvées et mises en œuvre dans les édifices fédéraux du patrimoine. Cette information, lorsqu’elle est partagée publiquement, devient une source d’information et d’idées pour d’autres sites patrimoniaux non fédéraux et contribue au dialogue public sur la façon de relever le défi d’un Canada inclusif.
16. En ce qui concerne le Code national du bâtiment du Canada, le Conseil national de recherches du Canada devrait envisager, de concert avec l’Association canadienne de normalisation et Normes d’accessibilité Canada, de fournir des orientations dans des annexes ou des notes afin de souligner que les obstacles qui empêchent d’accéder à l’environnement bâti ne sont pas uniquement d’ordre physique ou sensoriel, mais qu’ils peuvent aussi être d’ordre émotionnel, comportemental, psychologique ou culturel.   
      
    Il peut y avoir intersectionnalité entre ces obstacles et les obstacles physiques ou sensoriels qui peuvent empêcher de parvenir à une pleine inclusion dans la société. Dans un environnement patrimonial, la combinaison de ces différents obstacles peut grandement entraver la participation des gens ou leur expérience.   
      
    L’apparence d’un édifice qui pourrait rappeler un pensionnat ou un établissement de soins, par exemple, peut constituer un obstacle important pour certaines personnes. Il faudrait fournir de la documentation sur les utilisations ou les occupations historiques des édifices pour que les gens puissent faire l’expérience complète du site. Cela permet aux visiteurs, aux bénévoles et au personnel de comprendre la situation et de prendre une décision éclairée avant d’arriver sur place.
17. Le gouvernement du Canada, par l’intermédiaire de Parcs Canada, devrait envisager un examen et une mise à jour en profondeur de la version 2010 des Normes et lignes directrices afin de fournir le contexte, fondé sur des faits historiques, qui explique pourquoi, au moment de la construction d’origine, les obstacles à la pleine inclusion n’ont pas été pris en compte. Cela fait partie de l’histoire de l’exclusion systémique des groupes identifiés dans la Charte canadienne des droits et libertés.   
      
    Les barrières typiques que l’on peut rencontrer comprennent notamment l’absence de peinture de couleurs très contrastantes offrant une circulation plus sûre pour les personnes malvoyantes, l’absence d’entrées de plain-pied ou de rampes d’accès, ou encore, l’absence de toilettes ou des toilettes de taille restreinte.   
      
    Bien que cette acceptation de l’exclusion puisse sauter aux yeux de par l’aspect physique des édifices, elle peut aussi être inhérente à l’histoire racontée comme expérience du patrimoine culturel.   
      
    Dans l’histoire expérimentée, documentée ou narrée, il faut aussi expliquer pourquoi et comment des groupes identifiables de la société canadienne ont été empêchés d’utiliser un lieu ou d’y entrer, ou n’étaient pas pris en considération à l’époque représentée. La présentation d’un lieu historique donné peut évoquer les préjugés du passé et les leçons à retenir pour l’avenir.

## Annexe A : Analyse – Code national de l’énergie pour les bâtiments et Code national de prévention des incendies

### Analyse des exigences du Code national de l’énergie pour les bâtiments et du Code national de prévention des incendies afin de relever les conflits supplémentaires avec les normes d’accessibilité

#### Code national de l’énergie pour les bâtiments

Dans le cadre de l’analyse documentaire, on a étudié l’édition 2020 du Code national de l’énergie pour les bâtiments (CNÉB) afin de relever tout conflit qui pourrait survenir si on appliquait de manière plus stricte les exigences d’accessibilité aux édifices fédéraux du patrimoine.

Le CNÉB vise avant tout à répondre aux changements climatiques et à mettre l’accent sur les pratiques durables dans le secteur de l’industrie du bâtiment. On explique dans la préface du Code qu’il s’applique aux édifices existants et à la construction de tout agrandissement d’un édifice existant. On considère comme un agrandissement toute construction qui augmente la surface de plancher de l’édifice de plus de 10 m2 (107,6 pi2).

Par conséquent, il devrait être possible d’apporter des modifications mineures à la configuration des entrées (un obstacle courant à l’accessibilité) sans qu’il soit nécessaire d’appliquer les exigences plus onéreuses du CNÉB à l’ensemble de l’édifice existant. On trouve des éclaircissements à ce sujet dans la note d’annexe A-1.1.1.1. 1) de la Division A, Notes de la partie 1, Conformité :

« Pour bien comprendre l’objet du CNÉB, on peut considérer que les agrandissements sont de nouveaux bâtiments qui sont contigus à un bâtiment existant ou de nouvelles parties de bâtiment. » (2020, p. 1-11)

Cela est confirmé dans la Section 8 du CNÉB, sous-section 8.4.1.4., concernant l’application de la méthode de performance à un agrandissement d’un édifice existant. Par conséquent, le CNÉB offre des options pour la conception des agrandissements qui pourraient être nécessaires pour un édifice existant, y compris les édifices patrimoniaux, afin que l’on puisse faire les adaptations requises pour assurer l’accessibilité voulue, sans qu’il soit nécessaire d’appliquer l’ensemble des exigences du CNÉB à la construction actuelle de l’édifice patrimonial.

En plus de l’espace physique de circulation, le deuxième facteur le plus courant lié à l’accessibilité auquel les exigences du CNÉB pourraient s’appliquer est lié aux modifications de l’infrastructure de plomberie. L’étendue de ces exigences se limiterait probablement aux exigences énergétiques liées à l’« eau de service ». Cela pourrait soulever des exigences concernant l’isolation de l’alimentation en eau et les débits des appareils sanitaires. Ces exigences ne semblent pas onéreuses lorsqu’elles s’appliquent à de petits édifices patrimoniaux auxquels il faudrait apporter des modifications pour fournir des toilettes accessibles.

Par contre, dans le cas d’un édifice patrimonial plus important réaménagé pour lui donner une nouvelle fonction, l’application du CNÉB pourrait être coûteuse, mais ce serait dans le contexte des exigences globales du projet. Les modifications requises pour assurer l’accessibilité voulue seraient probablement aussi associées aux exigences globales et aux facteurs budgétaires.

L’autre facteur majeur du CNÉB qui pourrait avoir un impact sur l’accessibilité dans un édifice du patrimoine concerne l’éclairage et les commandes d’éclairage. La conception du système d’éclairage d’un édifice patrimonial doit fournir un éclairage suffisant pour que les personnes ayant une faible vision ou des difficultés de perception puissent se déplacer en toute sécurité dans l’environnement bâti et pour qu’elles puissent faire l’expérience de ces espaces et y participer pleinement. Le CNÉB ne semble pas être un obstacle à cet égard, puisque les exigences qu’il contient sont formulées uniquement dans une perspective de conservation de l’énergie. Une conception soignée de l’éclairage est essentielle pour garantir qu’un large éventail de personnes puisse faire l’expérience de l’édifice, tout en respectant les exigences relatives à la réduction de la consommation d’énergie.  
  
Si la conception de l’éclairage n’assure pas l’accessibilité, les gens pourraient être confrontés à des obstacles qui génèrent du stress et leur demandent un surcroît d’énergie personnelle pour faire l’expérience de l’environnement bâti et y participer pleinement.

La division C du CNÉB prévoit également la possibilité d’appliquer une « solution de rechange », en vertu de la section 2.3. Une telle solution pourrait être utilisée pour répondre aux exigences d’accessibilité dans un édifice patrimonial particulier, lorsque la solution acceptable ou prescriptive pourrait être difficile à appliquer, que ce soit du point de vue de la conservation ou des exigences d’accessibilité.

Les pratiques des professionnels du patrimoine en matière de préservation, fondées sur les exigences de référence décrites dans le document Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada (2010), appuient davantage l’intention de durabilité. L’évolution actuelle de la pensée en matière de préservation du patrimoine, qui s’éloigne des concepts traditionnels de préservation « figée dans le temps » pour adopter une approche globale plus large visant à préserver le patrimoine culturel, peut promouvoir la réutilisation des édifices patrimoniaux et y assurer un meilleur accès pour l’ensemble de la communauté. Cela peut donner lieu à de nouvelles synergies entre les exigences de durabilité et les exigences relatives à l’égalité d’utilisation et de jouissance pour tous les Canadiens, y compris les personnes handicapées.

#### Code national de prévention des incendies du Canada

Dans le cadre de l’analyse documentaire, on a étudié l’édition 2020 du Code national de prévention des incendies du Canada (CNPI) afin de relever tout conflit qui pourrait survenir si on appliquait de manière plus stricte les exigences d’accessibilité aux édifices fédéraux du patrimoine.

Par définition, la majorité des dispositions technique du CNPI concernent les édifices existants. Le CNPI gouverne certaines « activités liées à la construction, à l’utilisation ou à la démolition de bâtiments et d’installations ». Toutefois, le CNPI s’applique avant tout à la grande majorité des édifices existants au Canada. Le CNPI vise surtout à assurer la sécurité, la santé et la protection contre les incendies dans les bâtiments et les installations.

Le CNPI est fondé sur des objectifs, et l’objectif « OS Sécurité », sous-section -   
OS3 Sécurité liée à l’utilisation, comprend ce qui suit :

« Un objectif du CNPI est de limiter la probabilité qu’en raison :

* + 1. des activités reliées à la construction, à l’utilisation ou à la démolition du bâtiment ou de l’installation;
    2. de l’état d’éléments particuliers du bâtiment ou de l’installation;
    3. de la conception ou de la construction d’éléments particuliers de l’installation relativement à certains dangers; ou
    4. des mesures de protection intégrées inadéquates pour l’utilisation actuelle ou prévue du bâtiment;

une personne se trouvant à l’intérieur ou à proximité du bâtiment ou de l’installation soit exposée à un risque inacceptable de blessures en raison de la présence de dangers. Les risques de blessures en raison de la présence de dangers dont traite le CNPI sont ceux causés par :

OS3.1 – un faux pas, une chute, un contact physique, une noyade ou une collision

OS3.2 – le contact avec une substance ou une surface chaude

OS3.3 – le contact avec de l’équipement sous tension

OS3.4 – l’exposition à des substances dangereuses

OS3.7 – un retard ou l’impossibilité des personnes à se mettre à l’abri en cas d’urgence (voir la note A-2.2.1.1. 1)) » (tiré du CNPI NFC 2020, p. 2-2)

De plus, la note d’annexe A-2.2.1.1. 1) stipule que cette menace ne se présente pas seulement en cas d’incendie :

« Urgence : Dans le contexte de la sécurité dans les bâtiments ou les installations, l’expression “urgence” signifie souvent “en cas d’incendie”. Toutefois, dans le libellé de l’objectif OS3.7, il est évident que le CNPI traite de tout type d’urgence qui exigerait une évacuation rapide du bâtiment ou de l’installation, comme une alerte à la bombe ou la présence d’intrus. »

Cette note d’annexe précise aussi le sens du terme « personne » dans le contexte de la sécurité incendie :

« désigne toute personne se trouvant à l’intérieur ou à proximité du bâtiment ou de l’installation, y compris les occupants, le public et les intervenants en cas d’urgence, comme les pompiers, dans l’exercice de leurs fonctions. » (tiré du CNPI 2020, p. 2-5)

Ainsi, le CNPI ne semble pas parler d’exigences « spéciales » ou différentes pour les personnes handicapées, et semble dire que tous les édifices existants doivent être exploités selon les termes des objectifs énoncés dans l’OS3.

Par conséquent, on pourrait résumer l’OS3 en disant que tous les bâtiments/installations utilisés doivent être exploités et entretenus de manière à éviter que tout occupant (« personne ») ne soit exposé à un risque inacceptable de blessure causée par un trébuchement, une glissade, une chute, un contact, une noyade ou une collision, et qu’il ne soit exposé à un retard ou à l’impossibilité de se rendre dans un lieu sûr en cas d’urgence.

Cette formulation semble correspondre fortement à l’esprit d’une grande partie de ce qui constitue un environnement bâti accessible. Par contre, le CNPI précise ce qui suit dans la note d’annexe A-2.2, Administration, de la division C :

« La nature et l’étendue des pouvoirs d’application des gouvernements ne relèvent pas du domaine technique, mais sont plutôt une question de ligne de conduite à adopter par le gouvernement concerné. » (Tiré du CNPI 2020, p. 2-1.)

Par conséquent, on peut dire que le CNPI est un code modèle et il est du ressort des gouvernements provinciaux et territoriaux d’adopter et d’appliquer les exigences techniques.

Dans le contexte des quelque 1 300 édifices fédéraux du patrimoine, on peut s’interroger sur l’application de l’objectif OS3, qui demande qu’on modifie l’environnement bâti des édifices patrimoniaux afin de mieux répondre aux exigences en matière d’accessibilité, compte tenu de l’obligation de réduire la possibilité, pour tous les occupants, d’être exposés à un risque inacceptable de blessure causée par un trébuchement, une glissade, une chute, un contact, une noyade ou une collision, et d’être exposé à un retard ou à l’impossibilité de se rendre dans un lieu sûr en cas d’urgence.

Cela soulève également la question de l’application du code, en particulier à la lumière de cet objectif du CNPI, car il semble être en conflit avec la recommandation énoncée dans les Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada (2010) :

« Les solutions qui trouvent un juste milieu entre les besoins d’accessibilité et le respect de la valeur patrimoniale sont celles qui améliorent l’utilisation et l’appréciation d’un lieu patrimonial par tout un chacun. » (2010, p. 42).

L’objectif du CNPI d’assurer la sécurité de tous les occupants devrait-il être équilibré avec les valeurs patrimoniales des éléments caractéristiques définis consignés dans l’Annuaire des désignations patrimoniales fédérales du Bureau d’examen des édifices fédéraux du patrimoine, ou être atténué en raison de ces valeurs?

## Bibliographie

NORMES D’ACCESSIBILITÉ CANADA. Réunion tenue le 20 septembre 2022.

ANGEL, V. éd., (sans date). Manuel de référence du Bureau d’examen des édifices fédéraux du patrimoine, préparé par le Bureau d’examen des édifices fédéraux du patrimoine (BEÉFP), publications.gc.ca, [consulté en août 2023], p. 3.

ANTANAITYTÉ, G., URBOAITE-VADOKLIENÉ, I. (2017). Adapting Participatory Design Tools in Design Through Research (DTR) Models to Develop Sustainable Projects in Sensitive Territories, Case Analysis, Journal of Sustainable Architecture and Civil Engineering, vol. 3, no 20, 2017, p. 12.

ASSOCIATION OF CONSULTANTS IN ACCESS AUSTRALIA INC. (2023). Access Peer Reviews of Performance Solutions, <https://accesspeerreviews.com.au>, p. 12 et [www.access.asn.au](http://www.access.asn.au), [consulté en août 2023].

BARRETT, P., ORMEROD, M., NEWTON, R. (1999). A feasibility study into creating accessible environments within the briefing process, University of Salford, The Centre for Accessible Environments, Engineering and Physical Sciences Research Council. (inédit).

BLOCK, P. (2008). Designing Physical Space that Supports Community. Community: The structure of belonging, California, É.-U., Barrett-Koehler Publishers inc. chap. 14, p. 162.

LIEUX PATRIMONIAUX DU CANADA, (2010). Normes et lignes directrices pour la conservation des lieux patrimoniaux au Canada. Parcs Canada, 2e éd., p. 42.

COMMISSION CANADIENNE DES CODES DU BÂTIMENT ET DE PRÉVENTION DES INCENDIES : CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA, (2020). Énergie, Code national de l’énergie pour les bâtiments 2020, 5e éd.

COMMISSION CANADIENNE DES CODES DU BÂTIMENT ET DE PRÉVENTION DES INCENDIES : CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA, (2020). Bâtiment, Code national du bâtiment – Canada 2020. Volumes 1 et 2, 5e éd.

COMMISSION CANADIENNE DES CODES DU BÂTIMENT ET DE PRÉVENTION DES INCENDIES : CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA, (2020). Prévention des incendies, Code national de prévention des incendies – Canada 2020, 11e éd.

CENTRE FOR INCLUSIVE DESIGN AND ENVIRONMENTAL ACCESS, (2023). University of Buffalo, Available from <http://www.ap.buffalo.edu/idea/Home/index.asp>, [consulté en août 2023].

CHECKLAND, P., (2000). Soft Systems Methodology: A thirty year retrospective, in Systems Research and Behavioural Science. Interscience. R.-U., Whiley, novembre 2000, S11-S39.

CHISCANO, M., BINKHORST, E., (2019). Heritage sites experience design with special needs customers. International Journal of Contemporary Hospitality Management. Emerald Publishing Ltd., vol. 31, no 11, p. 4212.

CHURCHILL, W., 1948. Discours devant la Chambre des communes britannique, <https://quote.org/quote/those-who-fail-to-learn-from-history-645821> ou <https://www.quora.com/When-did-Churchill-say-those-who-fail-to-learn-from-history-are-doomed-to-repeat-it>.

COLEMAN, R., LEBBON, C., CLARKSON, P., KEATES, S., (2006). Introduction : From Margins to Mainstream. Inclusive Design. p. 8.

CORRY, SHAUNA, (2001). Post-Occupancy Evaluations from a Universal Design Perspective, Universal Design Handbook, Preiser, W., et Ostroff, E. éd., É.-U. McGraw-Hill Companies Inc. p. 56.1 – 56.12.

CONSEIL DES CANADIENS AVEC DÉFICIENCES, (février 2011). UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities: Making Domestic Implementation Real and Meaningful. CCD – CACL Working Paper. <http://www.ccdonline.ca/en/international/un/canada/making-domestic-implementation-real-and-meaningful-feb2011#:~:text=Canada%20ratified%20the%20CRPD%20on,governments%20and%20persons%20with%20disabilities>.

CONSEIL DE L’EUROPE, Série des traités, Rapport explicatif, (2005). Rapport explicatif de la Convention-cadre du Conseil de l’Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, Faro, no 199, articles 4, 5, et 27.

GROUPE CSA, (2023). B651-23 : Conception accessible pour l’environnement bâti, Canada. Association canadienne de normalisation, Toronto, Ont.

\*CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL, (sans date). Les ressources humaines dans le secteur du patrimoine bâti au Canada, Programme des conseils sectoriels du gouvernement du Canada et Parcs Canada, p. 42-43, 47, 86.

BUREAU D’EXAMEN DES ÉDIFICES FÉDÉRAUX DU PATRIMOINE, <https://parcs.canada.ca/culture/patrimoine-conservation-heritage/beefp-fhbro> [consulté en août 2023].

FINKEL, G., (1999). Wayfinding Performance by People with Visual Impairments, dans Steinfeld E. et Danford,G.S., éd., Enabling Environments: Measuring the impact of environment on disability and rehabilitation, New York, Kluwer Academic / Plenum Publishers, p. 332.

FORBES, G., (sans date). Developing Traffic Engineering Guidelines and Standards, inédit, [tiré de Redmond, J., 2010, Dissertation, Reciprocal Conciliation Model: An Interactive Model of Standards Development for Accessible Environments]. p. 5.

FRYE, J., HOLLAND, F., LAWRIE, R., MCCULLOUGH, R., MURDOCH, G., OLESZKIEWICZ, I., (1998). Recommended Documentation Requirements for Projects Using Alternative Solutions in the Context of Objective-Based Codes, document de discussion, Sommaire, p. 2.

GOUVERNEMENT DU CANADA, Parcs Canada. Annuaire des désignations patrimoniales fédérales, Édifice de la Cour suprême, éléments caractéristiques, <https://www.pc.gc.ca/apps/dfhd/page_fhbro_fra.aspx?id=2986>, [consulté en août, 2023].

GOUVERNEMENT DU CANADA, (1982). La Charte canadienne des droits et libertés, Services publics et approvisionnement Canada, 15 (1), 15 (2), disponible à l’adresse <https://www.justice.gc.ca/fra/sjc-csj/dlc-rfc/ccdl-ccrf/> [consulté en août 2023].

GOUVERNEMENT DU CANADA, (2019). Loi canadienne sur l’accessibilité. (modifiée en avril 2023). L.C. 2019, ch.10, articles 5, 11 et 18.

HANSEN, N., (2023). Rencontre du 17 janvier 2023.

HAMILTON, M., (2008). Integral City, Evolutionary Intelligences for the Human Hive. C.-B., Canada, New Society Publishers. p. 83-91, 173, 221, 238.

HEYLIGHEN, A., et VERMEERSCH, P., (2012). Inclusive Built Heritage as a Matter of Concern: A Field Experiment, dans Langdon P., Clarkson, P., Robinson, P., Lazar, J., Heylighen, A., éd., Designing Inclusive Systems. London, Springer-Verlag, chap. 21, p. 207-216.

IMRIE, R. et HALL, P., (2001). Inclusive Design, Designing and developing accessible environments. Inclusive Design and development in the built environment, London, R.-U., Spon Press, chap. 1, p. 18 et chap. 2, p. 31.

INCLUSION WEEK, (2008). The social model of disability, disponible à l’origine à l’adresse <http://inclusion.uwe.ac.uk/inclusionweek/articles/socmod.htm> [consulté pour la première fois le 11 novembre 2008], tiré de Redmond, J., 2010, Dissertation, Reciprocal Conciliation Model: An Interactive Model of Standards Development for Accessible Environments, (inédit).

CONSEIL INTERNATIONAL DES MONUMENTS ET DES SITES (ICOMOS), (1987). Charte internationale pour la sauvegarde des villes historiques (Charte de Washington 1987), icomos.org, [consulté en août 2023], p. 2.

KEATES, S. et CLARKSON, J., (2004). Countering Design Exclusion, An Introduction to inclusive design, London, R.-U., Springer-Verlag London Limited, p. 79-85.

KHAN, I., (2023). Discussion de réunion, 27 septembre 2022.

KHAN, I., LANDRY, M., (2021). As COVID 19 shows, individual rights come with collective responsibility; Freedoms, and the Canadian Human Rights Act, Ottawa Citizen Newspaper, 10 décembre 2021.

KNIGHT, A., (2015). Democratizing Disability: Achieving Inclusion (without Assimilation) through “Participatory Parity”, Hypatia Inc., vol. 30, no 1, hiver 2015, p. 97.

LANDRY, C., (2000). The Creative City, A Toolkit for Urban Innovators. London, R.-U., Comedia, Earthscan, chap. 2, chap. 7, chap. 8, p. 20, 29,166, 205.

LANTRIP, D.B., (1999). Evaluating Models and Measures of Environmental Performance, dans Steinfeld. E. et Danford, G.S. éd. Enabling Environment: Measuring the impact of environment on disability and rehabilitation, New York, Kluwer Academic/Plenum Publishers, p. 272-275.

MANLEY, S., (2001). Creating an Accessible Public Realm, Preiser, W. et Ostroff, E. éd., Universal Design Handbook. É.-U. McGraw-Hill Companies Inc. 58.17, éd.

MASON, R., MUNN-RIVARD, L., (2021). Révision de la publication de Julian Walker, Publication no2013-09-E, La Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies : vue d’ensemble, Bibliothèque du Parlement, 2022.

MOORE, A., et HIMMA, K., (2022). Intellectual Property. The Stanford Encyclopedia of Philosophy (automne 2022). Edward N. Zalta et Uri Nodelman, éd., disponible à l’adresse <https://plato.stanford.edu/archives/fall2022/entries/intellectual-property/> [consulté en aout 2023].

OH, CHANG, (2018). The Emergence of Public Design and Its Popularization, vol. 31, 10.15187/adr.2018.05.31.2., Archives of Design Research. p. 171.

ORMEROD, M. et NEWTON, R., (2005). Briefing for Accessibility in Design. Facilities. 23, 7/8, ABI/Inform Collection, Emerald Group Publishing Ltd., p. 293.

OWL, GREY. <https://parcs.canada.ca/pn-np/sk/princealbert/activ/experiences/randonee-hiking/cabane-cabin>, [consulté en août 2023].

PAPWORTH TRUST, (2008). Equity, Choice, Independence, Guide to developing inclusive communities: a 12 step guide to planning, designing and managing communities which are inclusive for disabled people. Cambridge, R.-U., The Papworth Trust, p. 8.

PARLEMENT DU CANADA, CHAMBRE DES COMMUNES, (2022). Projet de loi C-23 : Loi concernant les lieux, personnes et événements d’importance historique nationale ou d’intérêt national, les ressources archéologiques et le patrimoine culturel et naturel, en attente de la deuxième lecture, 21 mars 2023.

PETERSON, M., 2023. Discussion de réunion, 1er mai 2023.

PISONI, G., DIAZ-RODRIGUEZ, N., GIJLERS, H., TONOLLI, L., (2021). Human-Centered Artificial Intelligence for designing Accessible Cultural Heritage, Applied Science, 11, 870, p. 12.

PREISER, W. et OSTROFF, E. éd., (2001). Universal Design Handbook, É.-U., McGraw-Hill Companies Inc.

PREISER, W. F., RABINOWITZ, H. et WHITE, E., (1988). Nouvelle publication 2015, Post-Occupancy Evaluation. Van Nostrand Reinhold.

REDMOND, J. (2008). Critical Analysis of How Existing Accessibility Design Measurement Tools Fail to Accomplish Universal Design, University of Salford, R.-U., (inédit).

REDMOND, J., (2010). Dissertation, Reciprocal Conciliation Model: An Interactive Model of Standards Development for Accessible Environments. University of Salford, R.-U., (inédit).

RIESER, R., (2012). Education, Equality and Human Rights: Issues of gender, ‘race’, sexuality, disability and social class, 3e édition, The Struggle for Disability Equity. Routledge, chap. 7, p. 161-164.

RIVERO MORENO, L. D. et RIVAS, M. (2019). ROCK placebranding toolkit. Cultural Heritage as a driver for branding the contemporary city, rapport sur le projet ROCK, Commission européenne.

ROBSON, C., (2002). Real World Research, 2e éd. Oxford, R.-U., Blackwell Publishing.

SANOFF, H. (2000). Community Participation Methods in Design and Planning. N.Y., É.-U., John Wiley & Sons, Inc., 63, 224.

SENGE, P. et coll., (2008). The Necessary Revolution, How Individuals and Organizations are Working Together to Create a Sustainable World. New York. Doubleday Books, 179 - 189.

SIU, LIN WAI MICHAEL, (2011). Trends in Public Design for the Disabled: A Case Study on Public Design for the Visually Impaired People. The Hong Kong Polytechnic University, Handbook of Research on Trends in Products Design and Development: Technological and Organizational Perspectives. Business Science Reference. (igi-global.com) chap. 1, p. 1 – 17.

SPARROW, M., (2000). The Regulatory Craft: Controlling Risks, Solving Problems, and Managing Compliance. The Brookings Institute, Washington, D.C., chap. 13 et chap. 16, p. 192, 225.

STANDISH NEWSROOM, (2012). Open-source software, communiqué, Boston, Standish Group,16 avril 2008, archivé de l’original 18 janvier 2012, eduNnitas, Indonésie, <https://wiki.edunitas.com/IT/en/114-10/Open-source_12540_eduNitas.html> , [consulté en août 2023].

STEINFELD, E., et DANFORD, G.S., éd., (1999). Enabling Environments, Measuring the Impact of Environment on Disability and Rehabilitation. N.Y. Kluwer Academic/Plenum Publishers. p. 332

UNIVERSITY OF MINNESOTA DULUTH, (2009). Originally referencing http://www.duluth.umn.edu/access/a\_new\_perspective.html, [tiré de Redmond, J., 2010, Dissertation, Reciprocal Conciliation Model: An Interactive Model of Standards Development for Accessible Environments].

CENTRE POUR LE PATRIMOINE MONDIAL, (2021). Developing a new methodology for urban regeneration: the ROCK project in Bologna (Italy); UNESCO 2021 <https://whc.unesco.org/en/canopy/bologna> [consulté en août 2023].

YUNG, E. et CHAN, E., (2010). Problem issues of public participation in built-heritage conservation: Two controversial cases in Hong Kong. Habitat International, Elsevier Ltd., no 35, p. 458

### NOTE :

L’analyse documentaire a porté sur plus de 400 articles universitaires, documents gouvernementaux, rapports techniques et plusieurs ouvrages relatifs à l’architecture inclusive, à la restauration des édifices patrimoniaux, à l’élaboration de règlements et aux processus participatifs. Les méthodes et l’intention générale des normes d’accessibilité à l’échelle internationale ont fait l’objet d’une analyse pangouvernementale.

Les constatations sont classées dans les catégories suivantes :

* Modèles de handicap fondamentaux
* Droits de la personne
* Patrimoine culturel autochtone
* Cadre de gestion du patrimoine au moyen de politiques et de réglementation
* Issues dans les édifices patrimoniaux
* Technologie virtuelle et autres moyens d’accéder au contenu patrimonial
* Arguments économiques et d’affaires concernant l’accès aux édifices patrimoniaux
* Options de conception appliquées
* Élaboration de normes/politique/législation/réglementation
* Durabilité
* Tourisme accessible
* Processus d’élaboration d’une solution de rechange en matière d’accessibilité
* Processus participatifs et mobilisation inclusive
* Évaluations post-occupations